

# RAPPORT D'ACTIVITÉS

2024

Le Pôle ressources ville et développement social, centre de ressources politique de la ville de l'ouest francilien, est un **facilitateur au service des acteur·rices du développement des quartiers et des territoires**. L'association exerce une mission de qualification, d'information et de mise en réseau auprès des professionnel·les, acteur·rices de la société civile (tels les conseils citoyens) et élu·es de l'ouest francilien, dans les domaines du développement social et territorial.

---



Direction de publication : **Guillaume Dejardin, Caroline Dumand**

Rédaction : **Paul Bertrand, Guillaume Dejardin, Caroline Dumand, Marie Gourgouillon, Mélanie Héroux, Teodora Rangelova, Noémie Siéfert, Binta Songdé Diop**

# AVANT-PROPOS

En 2023, le rapport d'activités du Pôle ressources permettait de mettre en évidence la dimension record de l'année écoulée, en termes d'actions déployées, de diversité des thématiques ou encore de fréquentations aux actions portées par l'association. **2024 s'inscrit dans une pleine continuité à ce niveau, avec une équipe investie autour d'une dizaine de thématiques** (éducation, médiation sociale, cadre de vie, santé, animation de la vie sociale, participation citoyenne, transition écologique, lutte contre les discriminations...) traversant les enjeux de la politique de la ville, et, plus largement, du développement social territorial.

En effet, au-delà de l'implication historique du Pôle ressources sur la politique de la ville et les enjeux de la réduction des inégalités, - depuis 1998 -, les partenariats avec les CAF du Val d'Oise et des Yvelines, autour du réseau des acteur·rices des Conventions territoriales globales (CTG), sont l'occasion d'embrasser la diversité des réalités territoriales de ces deux départements, alternant territoires urbains, péri-urbains et ruraux. Cette évolution de l'activité a pris, cette année, une ampleur plus importante, avec des réalisations très concrètes, comme la mise en place, avec la CAF du Val d'Oise, de la première rencontre départementale dédiée aux CTG ou encore du guide méthodologique pour évaluer et renouveler les CTG. Mais c'est également une opportunité nouvelle de tisser des liens entre des politiques publiques ayant des similitudes, des enjeux communs mais qui peuvent peiner à faire émerger des synergies. A ce titre, a été initiée une étude consacrée aux articulations entre les Contrats Engagements Quartiers 2030 et les CTG, avec l'appui des étudiant·es du Master 2 Métiers du politique et de l'action publique territoriale, porté par Sciences Po Saint-Germain-en-Laye.

Ce travail, qui sera finalisé en 2025 et fera l'objet d'une restitution sous la forme d'un webinaire, est l'occasion de mettre en lumière la dimension

partenariale des démarches dans lesquelles le Pôle ressources s'investit. En effet, au-delà des partenariats institutionnels avec les différentes préfectures, les CAF, l'Agence régionale de santé... l'action déployée se construit autour de collaborations fortes, notamment avec le monde universitaire. Depuis 7 ans sont développées des études avec Sciences Po Saint-Germain-en-Laye. Par ailleurs, un travail commun a été initié avec CY Cergy Paris Université (laboratoire EMA) autour de l'évaluation départementale des Cités éducatives, aboutissant à la création d'une offre de stage commune pour le début de l'année 2025. Dans la même veine, des collaborations régulières sont engagées avec Marwan Mohammed, sociologue au CNRS, sur les questions de trafics de stupéfiants et de rivalités de quartiers, avec, sur ce dernier point, le lancement d'une formation-action à destination des acteur·rices œuvrant auprès des jeunes de Fosses, Goussainville et Louvres (Val d'Oise).

L'approche partenariale constitue le cœur de l'activité déployée et irrigue la totalité du programme d'actions, que ce soit avec les autres CRPV franciliens à l'échelle régionale, avec l'IREV (CRPV Hauts-de-France) sur la question des discriminations dans l'accès au logement, avec les fédérations des centres sociaux des Yvelines et du Val d'Oise... C'est cette approche, dont il est question dans le présent rapport d'activités, qui, conjuguée à un fort ancrage de proximité, est à même de créer le rapprochement entre acteur·rices, de dresser les passerelles et, *in fine*, de produire du sens au service des territoires, et alors que le pilotage de l'action publique peut manquer de lisibilité.

**Bonne lecture à tout·es de ce rapport d'activités 2024, réalisé par l'ensemble de l'équipe du Pôle ressources !**

# RAPPORT MORAL

**A l'heure où toutes formes de vérité alternative se croisent, s'entremêlent et brouillent notre rapport au monde, il nous a semblé important de situer, à l'occasion de son rapport moral, ce que le Pôle ressources vit au travers de son activité, dont il est important de redire ici la force de son ancrage sur les territoires.**

Si nous ne savons quoi comprendre du nième report d'un CIV pourtant fort attendu, comment ne pas alerter, aux côtés de bien d'autres têtes de réseau et associations d'élu·es, de ce que nous percevons d'un déficit de plus en plus structurel à l'endroit du pilotage de la politique de la ville ? Certes, l'instabilité politique que nous vivons toutes et tous depuis plusieurs mois n'aide pas les institutions à fonctionner normalement. Certes, mais comment ne pas y opposer les effets en cascade pour l'ensemble des contributeur·rices de cette politique publique qui se veut encore être un outil de cohésion sociale et un levier du droit commun ?

► Pour les institutions référentes tout d'abord, avec qui nous travaillons et qui peinent à transmettre le sens de leur schéma directeur, au-delà d'une vision court-termiste, conditionnée par cette mécanique si délétère de l'agenda des Appels à Projets et de la mise en concurrence des acteur·rices qui œuvrent au quotidien, avec pour finalité l'utilité sociale de leur projet. Nous ne pouvons, dès lors, que saluer ici la valeur de notre action conjointe avec les CAF du Val d'Oise et des Yvelines, dont le schéma national dont elles dépendent nous amène stabilité et lisibilité dans le cadre du partenariat que nous développons depuis plus de 2 ans maintenant.

► Pour nombres de collectivités ensuite, soucieuses de l'articulation entre politique de la ville et projet de territoire, aux marges de manœuvre de plus en plus réduites dans leur capacité à agir directement et avec l'ensemble des ressources de leur territoire, qui font vivre au quotidien la cohésion sociale, les droits culturels, les solidarités, l'économie locale ou la prévention. Les administrateur·rices du Pôle ressources se sentent garant·es d'un cadre d'intervention, qui doit se décliner sans condition sur l'ensemble des villes. Dans un contexte où les arbitrages budgétaires sont difficiles à porter, nous sommes conscient·es de la valeur des adhésions que continuent de prendre de nombreuses collectivités

à notre association. Nous pensons que cet acte porte en soi une dimension politique et traduit leur engagement, au-delà d'une logique de service que le Pôle ressources serait en capacité de fournir à cette condition. Nous savons que cet engagement est un acte d'adhésion, mais aussi de soutien pour que le Pôle ressources continue d'être cet outil si souvent salué, pour porter en commun la voix des quartiers et des populations qui y vivent, pour coconstruire ce qui fait sens en matière de développement social local.

► Pour l'ensemble du tissu associatif enfin, qui bénéficie de plein droit du soutien direct et indirect des pouvoirs publics, et sans qui des pans entiers de notre vie quotidienne seraient bien moins riches. Être au contact de la vitalité du fait associatif nous pousse à la gravité, quand certaines associations sont contraintes d'arrêter leurs actions et de fermer leurs structures. C'est une réalité que nous constatons de plus en plus dans un département comme le Val d'Oise, pourtant moins concerné jusqu'alors. Ce n'est évidemment pas nouveau, nous avons pu être toutes et tous touché·es par l'arrêt d'activité d'une association au sein de laquelle nous agissions ou avec qui nous travaillions. Cette tendance devient de plus en plus lourde et se voit dans de nombreux domaines. Il nous faut mesurer la perte que cela engendre et l'impossible retour en arrière quand l'histoire se termine.

Alors, loin des débats sur l'instrumentalisation du bénévolat, nous souhaitons retenir ici la puissance du récit que chaque membre d'association porte, à l'inverse de cette soi-disant évidence d'un homo œconomicus qui ne serait animé que par son intérêt propre, dans un monde où la recherche de croissance n'est fondée que sur la valeur marchande et la compétitivité.

Que deviendront nos évènements culturels ou sportifs, nos lieux de vie sociale, nos réseaux d'échanges et de soutien face à la vulnérabilité, la maladie ou la perte d'autonomie, nos espaces de débats démocratiques, sans les associations qui les alimentent ? Que sera-t-il possible sans ces bénévoles et ces salarié·es, militant·es de leur cause, épuisé·es de devoir faire valoir en permanence leur projet et leur indispensable apport dans ce contrat social qui nous lie toutes et tous au collectif et à l'intérêt général ?

Claire Thoury, présidente du Mouvement Associatif, pose la question en des termes qu'il me semble indispensable d'entendre : "Dans un contexte où les citoyennes et citoyens dénoncent le recul des services publics dans de nombreux territoires, ce sont souvent les associations qui prennent le relais en compléments des pouvoirs publics, en mettant l'intérêt général et la non-lucrativité au centre de leurs actions. Lorsque nous tirons la sonnette d'alarme sur cette situation [celle de la remise en question de la vitalité d'un territoire quand les associations ne peuvent plus agir], c'est parce qu'il s'agit d'un problème grave, avec des conséquences concrètes pour tout le monde".

Alors que serait le "monde libre" sans le Pôle ressources ? L'activité du Pôle ressources, qui vous sera présentée par la suite, vous montrera à quel point notre action permet de mobiliser des ressources et des moyens d'intervention auxquels les territoires seuls ne pourraient prétendre. Notre activité bénéficie d'une réelle reconnaissance et confiance, que la récente tenue de notre comité des partenaires du 11 avril dernier n'a fait que confirmer. Chacun·e pourra en témoigner et préciser sa vision des choses, mais nous retenons de ce dialogue, qui n'a pas été que de gestion, la justesse de nos choix et de ce qui nous a paru si important de défendre quand il s'est agi de penser notre développement. Politique de la ville, expérimentations, coopérative nutrition, Contrat territorial global, dans le Val d'Oise, les Yvelines, les Hauts de Seine, à l'Ouest francilien, au régional, au national, la cartographie de notre schéma d'actions témoigne de l'ambition que nous partageons avec l'ensemble, et le soutien, de nos partenaires. Nous (membres du conseil d'administration) sommes assuré·es que la confiance qui nous a été accordée est en grande partie le fruit du travail quotidien de l'équipe du Pôle ressources dont le professionnalisme, la réactivité et la capacité à se renouveler ont été maintes fois soulignées lors de ce même comité. Ce n'est ni une nouveauté ni une surprise, mais il nous apparaît important de le souligner alors que l'organisation, les missions, les périmètres d'intervention, la taille de l'équipe ont fait l'objet de beaucoup d'évolutions. Comme dans bien des endroits, il nous a fallu palier de longs mois d'absence, un départ un peu trop rapide, de longs mois là aussi pour trouver à remplacer, accompagner tout un chacun dans sa prise de poste. Ce sont des moments exigeants, et je pense que je ne serai pas démenti en soulignant la grande qualité de toute notre équipe, et plus singulièrement la

valeur de notre directeur et notre directrice adjointe, lors de ces moments difficiles et éprouvants.

Avant de conclure, nous avons eu envie de souligner un aspect important de la vie du Pôle ressources. Si j'ai eu envie de pointer ces vérités alternatives que tant de personnes corrompues à l'exercice de leur pouvoir nous assènent, j'ai envie aussi de dire le risque que nous prendrions à laisser faire la remise en cause de la valeur scientifique et de la recherche universitaire. Le Pôle ressources se construit sur l'apport des travaux réalisés avec la rigueur d'un monde académique qui nourrit, avec là aussi de moins en moins de moyens, les études, les évaluations, les controverses dont nous avons toutes et tous besoin pour penser et mener nos actions. Nous développons depuis plusieurs années un partenariat dont il paraît important de souligner la qualité, de par sa dimension interpersonnelle autant que professionnelle avec l'université de Cergy, Sciences Po Saint-Germain-en-Laye ou plus récemment avec Marwan Mohammed, chercheur au CNRS et son équipe, avec qui le Pôle ressources et Profession Banlieue se sont associés sur la question des rivalités inter-quartiers. L'adhésion que nous rencontrons dans la mise en œuvre de ce programme de formation-action illustre la confiance qui nous est accordée pour engager les équipes de 3 collectivités (Fosses, Louvres, et Goussainville) dans ce travail, confiance qui se fonde notamment sur notre capacité à nourrir, par ces partenariats de recherche, une intelligence collective qui n'a rien d'artificielle.

Pour terminer, dire que je crois de plus en plus à la force des récits, à leur capacité d'entraînement. Des récits sincères qui nous font penser qu'ici et maintenant, un autre monde est bien possible. Alors, je tiens à redire ici la vitalité de notre vie démocratique interne, nourrie de la diversité et de l'engagement de chaque membre du conseil d'administration et du bureau, des plus ancien·es au plus récent·es, qui apportent toute leur valeur et leur temps dans le projet du Pôle ressources, un projet par et pour les acteurs et actrices de la ville et du développement social, au service de l'intérêt général.

C'est un investissement personnel important, alors merci pour elles et eux de votre présence aujourd'hui et de votre soutien.

Emmanuel Potier,  
Président du Pôle ressources

# SOMMAIRE

## Le Pôle ressources en 2024

Notre association	P 8
Un travail avec le réseau national des CRPV	P 10
Et au sein du réseau francilien des CRPV	P 11

## Les missions socles en 2024

Informier et capitaliser	P 14
Notre inscription au sein du réseau national et régional des CRPV	P 18
Qualifier et mettre en réseau	P 20

## 2024 en thèmes et en actions

Rendre effectives la coconstruction et les coopérations	P 25
Promouvoir l'égalité et la justice sociale	P 33
Soutenir un développement économique et territorial endogène	P 41
Écouter et accompagner la parole habitante	P 43

# LE PÔLE RESSOURCES EN 2024



# 1. Notre association



Le Pôle ressources ville et développement social est l'un des 19 centres de ressources politique de la ville qui composent le réseau national des Centres de Ressources Politique de la Ville (RNCRPV). Association loi 1901 créée en 1998, elle exerce une triple mission de qualification, d'information et de mise en réseau auprès des professionnel·les, acteur·rices de la société civile (tels les conseils citoyens) et élu·es du Val d'Oise, des Hauts-de-Seine et des Yvelines, dans les domaines du développement social et territorial. L'association inscrit son approche dans les enjeux de cohésion sociale et de réduction des inégalités sociales et territoriales.

*Le Pôle ressources, un facilitateur au service des acteur·rices du développement des quartiers et des territoires.*

## NOTRE ÉQUIPE



**Guillaume Dejardin**  
Directeur



**Caroline Dumand**  
Directrice-adjointe



**Mélanie Héroux**  
Cheffe de projet cohésion sociale



**Teodora Rangelova**  
Chargée de mission



**Noémie Siéfert**  
Cheffe de projet coopérations et innovation sociale



**Paul Bertrand**  
Chef de projet développement urbain et économique



**Binta Songdé Diop**  
Chargée de mission



**Annie Medjidi**  
Assistante administrative

### Renforcée en 2024 par :



**Solène Huberson**  
Facilitatrice - Formatrice

## NOS ADHÉRENT·ES

L'adhésion constitue l'une des formes de soutien que compte le Pôle ressources afin de mener à bien l'ensemble de ses activités et garantir le développement de ses missions. Parmi nos adhérent·es : des collectivités territoriales, des organismes et bailleurs sociaux, des associations, des professionnel·les et expert·es de la politique de la ville et du développement local urbain, mais aussi des membres de la société civile.

### Associations

APPC, Sarcelles ; \*Collectif la Lanterne, Cergy ; CAUE 95, Cergy ; Centre de Services aux Associations, Eaubonne ; École et Famille, Cergy ; Fédération des Centres Sociaux du Val d'Oise ; La Fonda, Les Francas, Val d'Oise ; Ifac, Franconville ; Initiaactive 95-78, Cergy ; La Sauvegarde 95 ; Mission Locale Vallée de Montmorency ; OPML92, la Garenne-Colombes ; \*PIMMS Médiation Yvelines ; PTCE Pays de France.

### Individuels

Sylvie Collinet ; Athika Daouadji ; Christine Erard ; Gilles Jeanmougin ; Pierre Le Lohé ; Anne Morin-Pellet ; Daniela Pennini ; Emmanuel Potier ; Laura Weidmann.

### Collectivités territoriales

**Villes :** \*Antony ; Argenteuil ; Arnouville ; Bezons ; Bouffémont ; Cergy ; Chanteloup-les-Vignes ; Colombes ; Deuil-la-Barre ; Éragny-sur-Oise ; Ermont ; Fosses ; Gennevilliers ; Garges-lès-Gonesse ; Gonesse ; Goussainville ; Les Mureaux ; Louvres ; \*Mantes-la-Ville ; Montmagny ; Montigny-lès-Cormeilles ; Osny ; Persan ; Pontoise ; Sannois ; Sarcelles ; Soisy-sous-Montmorency ; Taverny ; Vauréal ; Vernouillet ; Villeneuve-la-Garenne ; Villiers-le-Bel.

**EPCI :** Cergy-Pontoise ; Roissy Pays de France ; \*Saint-Quentin-en-Yvelines.

**\* Nouvellement adhérents**

## NOS ADMINISTRATEUR·RICES

L'association est administrée par un Conseil d'administration composé au maximum de vingt membres, ayant voie délibérative, dont des membres de droit et des membres adhérents.

## NOS PARTENAIRES FINANCIERS

Préfecture de la région Île-de-France ; Direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité (DRFFE) ; Agence Régionale de Santé (ARS) d'Île-de-France ; Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation (FIPD-R) ; Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (Fonjep) ; Délégation départementale du Val d'Oise de l'Agence Régionale de Santé (ARS) ; Caisse d'Allocations Familiales (CAF) du Val d'Oise ; Caisse d'Allocations Familiales (CAF) des Yvelines ; Préfecture du Val d'Oise ; Préfecture des Yvelines ; Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DDTES) du Val d'Oise.

## 2. Un travail avec le Réseau National des CRPV

Constitués en réseau national, les CRPV, soutenus par l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT), mutualisent leurs compétences pour élaborer des outils, dégager des analyses et des propositions communes à partir de leurs connaissances des réalités de terrain. **Ce travail de réseau est valorisé via un portail national et des outils coopératifs** (voir page 18).

### Création officielle d'une association dédiée du Réseau National des CRPV

Le RNCRPV, composé de 19 structures au sein de l'hexagone et en Outre-mer, existe depuis plus de 15 ans. Néanmoins, le réseau ne possédait pas, jusqu'à présent, d'entité juridique propre. Il s'est engagé en 2023 dans un travail de structuration, qui a abouti le **30 janvier 2024 à la création officielle d'une association dédiée**.

La première assemblée générale de l'association, qui a eu lieu ce jour-là, a permis à l'ensemble des équipes des 19 centres de ressources politique de la ville de se retrouver en visioconférence. A cette occasion, le conseil d'administration a été élu. Dans une volonté de gouvernance transversale, il est composé de président-es, de directeur-rices et de membres des équipes des CRPV. Ce temps a permis aussi de présenter la feuille de route 2024, avec notamment : la structuration du réseau, la gouvernance et la vie associative, les relations partenariales, la définition d'un plan stratégique ; les productions de contributions écrites nationales sur la culture et la politique de la ville, sur le contrat de ville intégrateur et sur l'ingénierie locale de la politique de la ville dans les territoires ultramarins ; ou encore les activités des groupes de travail thématiques. Le mois de novembre a par ailleurs vu la prise de fonction d'Ulysse Delerm, en tant que premier coordinateur national du réseau des CRPV.

### 9ème regroupement national des équipes des CRPV à Lille

Durant trois jours, en octobre, les gouvernances, les équipes et les partenaires des CRPV se sont réunies à Lille pour une 9ème édition du regroupement national des CRPV.



**En amont, un groupe de travail composé de différents membres volontaires de CRPV, dont le Pôle ressources en 2024**, a organisé pendant près d'un an ce regroupement, autour de temps d'inclusion, de réflexion (conférence gesticulée), de partages d'expériences (barcamp), notamment. Une fois par mois à partir de janvier 2024, et jusqu'à une fois par semaine à partir de fin août, l'équipe du groupe de travail de préparation s'est retrouvée en visioconférence, afin de construire ces 3 journées de travail commun.



## 3. Et au sein du réseau francilien des CRPV

Le réseau francilien des CRPV est né d'une volonté d'assurer une couverture régionale de l'Île-de-France. Il s'agit de proposer des espaces d'échanges et de débats à l'échelle francilienne, mais également de pouvoir porter les enjeux de la politique de la ville à l'échelle régionale. Il regroupe les trois centres de ressources politique de la ville associatifs : Ressources urbaines (91 - 94 - 77), Profession Banlieue (93), et le Pôle ressources (78 - 92 - 95), ainsi que le centre de ressources municipal de Paris, le Pôle ressources politique de la ville.

Ce réseau met aussi en œuvre une **feuille de route régionale, élaborée en partenariat avec la préfecture d'Île-de-France et les préfectures de département**. Chaque année, des thématiques prioritaires, à aborder à l'échelle régionale, sont identifiées.

**En 2024, le réseau francilien a ainsi organisé plusieurs temps et rencontres, autour de plusieurs thématiques :**

- Poursuite de l'accompagnement à la préparation de la nouvelle contractualisation "Engagements Quartiers 2030" ; appui des départements avec un focus sur la gouvernance et les indicateurs d'évaluation ;
- Appui, avec l'animation d'un réseau des médiateur-rices en poste adultes-relais, à l'organisation d'un séminaire leur étant dédié, ainsi qu'aux structures les employant ;

- Appui à la généralisation des Cités éducatives : (enjeu du comité interministériel des villes du 27 octobre 2023) : accompagnement des départements dans le lancement des nouvelles Cités éducatives et organisation d'un séminaire régional au second semestre 2024, en lien avec la coordination régionale des Cités éducatives ;

- Parallèlement aux priorités régionales, un travail de réflexion est en cours, en lien avec la mission ville de la préfecture d'Île-de-France, sur l'héritage des JOP 2024.

### Rencontre des responsables politique de la ville des EPCI

Cette première rencontre, en visioconférence, organisée par les centres de ressources politique de la ville d'Île-de-France – le Pôle ressources, Profession Banlieue, Ressources Urbaines -, a été l'occasion de faire un tour de table des évolutions de la géographie prioritaire, de revenir sur la construction des contrats de ville "quartiers 2030" et notamment sur les relations entre l'État et les collectivités, avec l'objectif d'échanger sur l'opportunité à pérenniser ce type de rencontres.

# LES MISSIONS SOCLES EN 2024



Le Pôle ressources poursuit une mission d'information à l'attention des acteur·rices de la politique de la ville, du développement social et territorial, qui se matérialise par le biais de différents outils et ressources : diffusion d'une lettre d'information mensuelle ; capitalisation et diffusion de savoirs et d'expériences dans les territoires, notamment via des fiches expériences ; publications, capitalisations issues d'actions menées par le Pôle ressources ; service « info-doc ».

# 1. Informer et capitaliser

## » SERVICE INFO DOC

Ce service, ouvert librement à tous·tes, vise à répondre aux besoins d'information spécifiques qui émanent des acteur·rices du développement social et territorial. Il correspond, le plus souvent, à un travail de recueil et de synthèse d'informations, de repérage d'expériences, de personnes et de lieux-ressources. Les réponses apportées peuvent consister en :

- la recherche de documents ressources ;
- l'élaboration d'outils : dossiers thématiques, bibliographies... ;
- l'orientation vers les services, professionnel·les et acteur·rices ressources pertinent·es sur le territoire, ou encore le repérage d'intervenant·es (sociologues, expert·es, etc.) sur un thème donné ;
- la diffusion d'offres d'emplois spécialisées dans le développement social ou aide à la recherche d'emploi.

### Quelques illustrations des demandes

Soulignons, parmi les faits saillants, le fait que certaines des sollicitations ont nécessité des réponses assez étayées. A titre d'exemples, l'une d'elles concernait les Cités éducatives - dispositif qui a, par ailleurs, recueilli de nombreuses demandes. Celle-ci a consisté à apporter une aide à la rédaction d'une note concernant l'opportunité de mettre en place une Cité éducative intercommunale, et visait à nourrir la compréhension du programme. Une demande d'appui méthodologique et d'animation autour d'assises de la jeunesse a été formulée, avec l'idée de rencontres entre jeunes et acteur·rices afin de coconstruire un projet autour de diverses thématiques (solidarité/engagement citoyen, développement durable/écologie, emploi/inclusion socioéconomique...). Une demande d'entretien pour évoquer le rôle et les missions concrètes d'une agglomération dans l'élaboration d'une convention d'utilisation d'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) a également été formulée.

Il est à noter également une diversité des thématiques parmi les demandes effectuées. Sur des recherches d'expert·es, de sociologues pour intervenir sur des journées thématiques, de temps forts sur les territoires, les thèmes ont concerné les questions de parentalité, d'éducation à la santé, d'accès aux droits ou encore de participation des habitant·es. Certaines étaient en lien avec des thématiques plus spécifiques, comme une recherche d'intervenant·e pour animer un débat autour du droit à l'avortement. D'autres demandes portaient sur la connaissance de démarches inspirantes portées dans les territoires : projets mis en place sur le Val d'Oise sur le sujet des compétences psychosociales, des démarches pour faire vivre une instance de vie associative, ou encore en lien avec des initiatives existantes sur la petite enfance au sein des quartiers populaires.

Le service info-doc répond ainsi à des questionnements allant de la mise en réseau d'acteur·rices à des demandes plus spécifiques et nécessitant un appui méthodologique ainsi que des recherches plus approfondies.

## Quelques faits saillants sur l'origine géographique et la typologie d'acteur·rices

Les villes représentent la majorité, cette année encore, des demandes du service info-doc, avec plus de 42 % de sollicitations. Celles-ci sont pour beaucoup situées dans le Val d'Oise, mais des collectivités yvelinoises ou altoisquanaises sont représentées également. Les EPCI concentrent plus de 6% de sollicitations, principalement du Val d'Oise (Val Parisis, Cergy-Pontoise ou Roissy Pays de France) et des Yvelines (Grand Paris Seine & Oise ou Saint-Quentin-en-Yvelines).

Les demandes en provenance d'institutions (préfectures de département, directions académiques des services de l'éducation nationale ou encore délégations régionales ou départementales d'agences régionales de santé...) concernent 7% des demandes, sur les thématiques en lien avec la santé, l'éducation ou encore l'emploi et le développement économique dans les quartiers prioritaires.

Les associations concentrent 29 % des demandes en 2024 (13% en 2023) sur des recherches d'expériences en lien avec les thèmes de la santé, de la participation citoyenne ou encore concernant la sécurité et la prévention de la délinquance.

## » RÉSONANCES, LA LETTRE D'INFORMATION DU PÔLE RESSOURCES



**Résonances s'adresse à près de 7500 acteur·rices de la politique de la ville et du développement social et territorial.** Chaque mois, elle présente :

- page 1 : l'activité de l'association ;
- page 2 : l'actualité de la politique de la ville et du développement social et territorial au niveau national et de l'ouest francilien ;
- page 3 : une initiative portée dans les territoires de l'ouest francilien, valorisée par un article, sous forme de fiche expérience ;
- page 4 : des ressources repérées (sites web, podcast, émissions radio, ouvrages...).

8

numéros de Résonances

## » LE SITE INTERNET

Outil de communication et d'information, le site internet du Pôle ressources donne à voir les activités et publications de l'association. L'ergonomie du site a pour vocation de permettre aux visiteur·ses d'identifier rapidement le rôle et les actions portées par l'association.

## » PAGE LINKEDIN

Fin 2022, la structure "Pôle ressources" a fait son apparition sur le réseau social professionnel LinkedIn, avec une page dédiée, dans l'optique d'une plus grande visibilité, d'enrichir son réseau professionnel et de communiquer différemment. Le Pôle ressources a relayé des actualités concernant son activité (avis de publications, offres de stage, retour sur des actions phares) des actualités de partenaires ou encore du réseau national des CRPV. **En 2024, l'association y compte 1236 abonné·es (952 en 2023).**

117

demandes ont été enregistrées (112 en 2023)

24%

de demandes proviennent de territoires hors ouest francilien

# 1. Informer et capitaliser

10 PUBLICATIONS



## [RECUEIL] FICHES EXPÉRIENCES 2024

Ce recueil compile chaque année les fiches expériences rédigées dans le cadre de la parution mensuelle de Résonances, et met en valeur des expériences locales portées sur le territoire ouest francilien. En 2024, les 8 fiches expériences réalisées par l'équipe du Pôle ressources, ont porté sur la jeunesse, la santé mentale, la participation citoyenne, le logement ou encore l'égalité femmes-hommes, en variant territoires d'action et porteur-seuses de projets.

[www.lepolderessources.fr/recueil-des-fiches-experiences-annee-2024/](http://www.lepolderessources.fr/recueil-des-fiches-experiences-annee-2024/)



## [ACTES] COMMENT METTRE EN OEUVRE ET DONNER DU SENS À LA PARTICIPATION ?

Cette publication restitue les échanges et réflexions de la seconde rencontre du cycle de réflexion "Quartiers populaires et participation des habitant-es". A travers des partages d'expériences du national au local, elle apporte des réponses aux questions : comment maintenir la mobilisation du public dans le temps et lui permettre de trouver un intérêt à participer ? Comment dépasser les rapports de forces et les enjeux de pouvoir ? Quelles méthodes de coopération et d'animation pour inclure le plus grand nombre et libérer la parole ?

[www.lepolderessources.fr/comment-mettre-en-oeuvre-et-donner-du-sens-a-la-participation/](http://www.lepolderessources.fr/comment-mettre-en-oeuvre-et-donner-du-sens-a-la-participation/)



## [ÉTUDE] LES EFFETS DE LA PARTICIPATION À UN CONSEIL CITOYEN SUR LES HABITANT-ES

Le Pôle ressources produit des études en s'appuyant sur les étudiant-es du master 2 « Métier du politique et de l'action publique territoriale » de Sciences Po Saint-Germain-en-Laye / Université Paris Saclay. Cette enquête, réalisée par **Clarisse Veillard** et **Jodie Van de Riet** et tutorée par le sociologue **Thomas Kirszbaum**, aborde les effets de ce dispositif participatif sur ses membres.

[www.lepolderessources.fr/participer-a-un-conseil-citoyen-quels-effets-sur-la-participation/](http://www.lepolderessources.fr/participer-a-un-conseil-citoyen-quels-effets-sur-la-participation/)

Zoom sur



## [FICHE REPÈRE] LA GÉOGRAPHIE PRIORITAIRE DE LA PLV DANS LES DÉPARTEMENTS DE L'OUEST FRANCILIEN

Ce document propose une présentation synthétique de la politique de la ville dans les 3 départements de l'ouest francilien (Yvelines, Hauts-de-Seine et Val d'Oise) couverts par l'action du Pôle ressources.

[www.lepolderessources.fr/la-geographie-prioritaire-de-la-plv-dans-les-departements-de-louest-francilien/](http://www.lepolderessources.fr/la-geographie-prioritaire-de-la-plv-dans-les-departements-de-louest-francilien/)

## > EN COPRODUCTION

### [ACTES] COLÈRES ET RÉVOLTES URBAINES : COMPRENDRE - VOIR - AGIR



Les actes de la rencontre proposée par la fédération des Centres Sociaux des Yvelines en avril, avec l'appui de la CU GPS&O et du Pôle ressources, rendent compte des échanges et questionnements des participant-es, appuyés par le sociologue **Sébastien Roché**, sur les causes de la colère et des révoltes survenues suite à la mort de Nahel, lors d'un contrôle de police, en juin 2023.

[www.lepolderessources.fr/coleres-et-revoltes-urbaines-comprendre-voir-agir/](http://www.lepolderessources.fr/coleres-et-revoltes-urbaines-comprendre-voir-agir/)

### [SYNTHÈSE] 3ÈME RENCONTRE VALDOISIENNE DE L'ATFPB

Cette synthèse restitue les échanges du 3ème atelier ATFPB valdoisien, ayant réuni une quarantaine de participant-es. La séquence, marquée par l'annonce du cadrage des crédits ATFPB par la préfecture du Val d'Oise, a permis un retour sur les réussites et difficultés des acteur-rices dans cette phase de conventionnement.

[www.lepolderessources.fr/synthese-de-la-3eme-rencontre-valdoisienne-de-latfpb/](http://www.lepolderessources.fr/synthese-de-la-3eme-rencontre-valdoisienne-de-latfpb/)



### [GUIDE] ÉVALUER LA CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE (CTG)

Afin d'accompagner les collectivités dans le renouvellement de leur CTG, le Pôle ressources a élaboré une formation-action dédiée à l'évaluation de la démarche, donnant lieu à la création d'un guide, capitalisant temps d'échanges et éléments méthodologiques.

[www.lepolderessources.fr/evaluer-la-convention-territoriale-globale-ctg/](http://www.lepolderessources.fr/evaluer-la-convention-territoriale-globale-ctg/)



## > DES PODCASTS



### BANLIEUES FRANÇAISES : EXPÉRIENCES ET EXPRESSIONS DU QUARTIER

Ce podcast restitue l'intervention de **Benjamin Lippens**, doctorant en sociologie, qui mène une thèse intitulée « Grandir en banlieue : parcours, construction identitaire et positions sociales ». En arpantant les banlieues populaires, il a pu collecter les témoignages de plusieurs centaines d'adultes ayant grandi dans le même quartier, afin de mieux saisir leurs manières de voir la société française et d'y prendre place.

[www.lepolderessources.fr/banlieue-francaise-experiences-et-expressions-du-quartier/](http://www.lepolderessources.fr/banlieue-francaise-experiences-et-expressions-du-quartier/)

### RÔLE ET PLACE DES FIGURES PARENTALES



Le podcast restituant l'intervention de **Pierre Périer**, sociologue, professeur en sciences de l'éducation à l'université Rennes 2 et chercheur au laboratoire CREAD, sur le rôle et la place des figures parentales dans l'éducation des enfants.

[www.lepolderessources.fr/role-et-place-des-figures-parentales-dans-education/](http://www.lepolderessources.fr/role-et-place-des-figures-parentales-dans-education/)

### ESPACES PUBLICS : VECTEURS D'INÉGALITÉS DE GENRE ?

Le Pôle ressources, dans le cadre d'un cycle de réflexion sur les violences sexistes et sexuelles, initié en 2023, a proposé, le 27 septembre dernier, une rencontre consacrée à la place des femmes au sein des espaces publics. Celle-ci succède à un premier temps dédié à la prostitution des mineur-es et un second temps abordant les cyberviolences (Voir page 38).

**Johanna Dagorn** et **Arnaud Alessandrin**, de l'université de Bordeaux, et **Corinne Luxembourg**, enseignante-chercheuse à l'Université Sorbonne Paris Nord, ont évoqué le continuum des violences entre espace privé et espace public, qui s'exercent à l'encontre des femmes. La ville de Villiers-le-Bel est venue témoigner de sa politique en matière d'aménagement égalitaire, au cours de cette matinée ponctuée d'échanges avec les participant-es.

[www.lepolderessources.fr/espaces-publics-vecteurs-dinegalites-de-genre/](http://www.lepolderessources.fr/espaces-publics-vecteurs-dinegalites-de-genre/)



## 2. Notre inscription au sein du réseau national et régional des CRPV

### LES OUTILS COOPÉRATIFS DU RÉSEAU NATIONAL DES CENTRES DE RESSOURCES POLITIQUE DE LA VILLE

# 726

abonné-es en décembre 2024

#### Le panorama de presse de la politique de la ville

Le réseau national des Centres de Ressources Politique de la Ville réalise, depuis 2014, un panorama de presse quotidien en ligne, dédié à l'actualité de la politique de la ville, via l'outil collaboratif "Scoop-it". Les chargé-es d'information du réseau national relayent à tour de rôle des actualités de la presse écrite, audio et vidéo (synthèses, analyses de journalistes, sociologues...) pour comprendre les débats qui traversent ce champ des politiques publiques. **En 2024, ce panorama a permis de partager 402 articles, qui ont été vus à 37 439 reprises par 34 131 visiteur-euses.**

[www.scoop.it/actu-politiquedelaville](http://www.scoop.it/actu-politiquedelaville)

# 3 167

utilisateur-rices

#### Le site portail

Le réseau s'est doté en 2017 d'un site portail, alimenté par les 19 CRPV. S'inscrivant dans le prolongement de la réalisation du cadre de référence des CRPV, il répond ainsi aux enjeux de lisibilité et visibilité du réseau et permet de rendre compte des dynamiques de coopération existantes et à venir. Au fil des pages et rubriques sont présentées les singularités des CRPV et leurs traits communs, les productions individuelles et collectives. En 2024, **6 078 sessions ont été enregistrées.**

[www.reseau-crpv.fr](http://www.reseau-crpv.fr)

# 27 740

utilisateur-rices

#### La base de données documentaires sur la cohésion sociale et territoriale : COSOTER

Cosoter est un réseau de professionnel·les et une base en ligne de ressources, sur les champs de la cohésion sociale et territoriale, créée en 2009. Par le biais de cet outil commun, alimenté régulièrement, les CRPV participants donnent à voir la richesse des ressources qu'ils produisent et/ou acquièrent (disponibles en téléchargement ou en prêt).

Il est à souligner que parmi les 3 documents les plus consultés en 2024, le 3ème concerne la publication **"Appui au déploiement du programme national des cités éducatives. Recueil de fiches transversales du RNCRPV"**, réalisée par le RNCRPV, qui cumule **969 vues.**

<https://cosoter-ressources.info/>

#### Le club de veille

Chaque CRPV réalise une veille afin d'alimenter sa réflexion interne, nourrir les actions menées et informer ses acteur-rices. Le "Club de veille", constitué en 2011, est parti du principe que, plus de personnes veillent, moins le temps consacré à cette activité est important. La démarche vise donc à permettre d'optimiser le temps dans le repérage de l'information afin de mieux l'investir dans le traitement. Au-delà, elle permet une ouverture à d'autres informations (autres sujets, autres médias). Ce travail génère une stimulation intercentres par le renouvellement des pratiques et la concrétisation de la coopération. Il est alimenté selon une répartition des sources actée collégialement.

### DES CONTRIBUTIONS THÉMATIQUES

En réponse à l'appel à contributions annuel de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) aux centres de ressources politique de la ville pour 2023-2024 (comme prévu dans le cadre de référence), deux sujets ont été mis en discussion et ont fait l'objet de publications en 2024, disponibles sur le site portail du RNCRPV :

#### LA PLACE DE LA THÉMATIQUE CULTURE DANS LA POLITIQUE DE LA VILLE

Qu'est-ce que la culture apporte aux quartiers, et qu'est-ce que les quartiers apportent à la culture ?

#### CONTRAT DE VILLE, CONTRAT INTÉGRATEUR

De quoi parle-t-on, quelles sont les pratiques observées, quels enseignements pour concevoir et déployer le contrat de ville intégrateur dans le cadre des « Engagements Quartiers 2030 » ?



### DES TEMPS DE TRAVAIL ET DES RENCONTRES EN COMMUN

#### Des ateliers de révision du cadre de référence

Élaborée à l'issue d'un processus de concertation qui avait associé les services régionaux de la politique de la ville, les directeur-rices des centres de ressources politique de la ville et les partenaires, la dernière version du cadre de référence des CRPV a été officialisée en mars 2017. Alors que s'engageait en 2024 un nouveau cycle de contractualisation, prévoyant la prise en compte de nouveaux enjeux, l'Agence nationale de la cohésion du territoire (ANCT) a élaboré une méthodologie permettant d'actualiser ce cadre de référence, en associant l'ensemble des partenaires concernés.

Ces travaux d'actualisation se sont appuyés sur la mise en place de groupes de travail et l'organisation d'un cycle de réunions associant notamment l'ANCT, l'Anru, la Banque des territoires et l'ADEME, ainsi que des représentant-es des services déconcentrés de l'État, des CRPV, d'associations d'élu-es, de la Direction générale des collectivités territoriales et de la Direction générale des Outre-mer. Cinq ateliers de travail ont été organisés au second semestre 2024. Des questions sur les rapports entre les services de l'État et les CRPV dans le cadre de l'accompagnement des nouveaux contrats de ville sur le long terme, des relations avec l'échelon national, en lien avec la gouvernance locale (capitalisation, qualification, modalité d'association à des groupes de travail nationaux...); ou de la question de la coopération avec d'autres réseaux (réseau Ressources pour l'égalité des chances et l'intégration, dotation de solidarité urbaine...) y ont été abordées.

#### Une journée nationale des équipes des PRE

En février, lors de la deuxième journée nationale du Réseau Programme de Réussite Éducative portée par l'ANCT, le réseau national des centres de ressources politique de la ville, dont fait partie le Pôle ressources, a accompagné les professionnel·les de la réussite éducative, afin de contribuer sur différents sujets, tels le rôle du PRE, les missions des coordinateur-ices et référent-es de parcours, ou encore l'évaluation. Si les dispositifs connaissent des spécificités locales, tous se retrouvent autour d'un constat partagé : accroissement du nombre de situations complexes et à besoins particuliers, dans un contexte où les relais vers le droit commun sont ralentis. Par ailleurs, via un Pecha Kucha, et en présence de la secrétaire d'État en charge de la ville et de la citoyenneté, le PRE d'Eragny-sur-Oise a porté, lors de son intervention, 2 sujets : la nécessité d'harmoniser les pratiques et le soutien de la professionnalisation des référent-es de parcours au regard de leur rôle singulier dans le repérage.

Les participant-es ont également pu assister à la conférence de **Delphine Martinot**, docteure et professeure en psychologie sociale, dédiée aux facteurs de l'engagement et du désengagement scolaire et à interroger leurs pratiques professionnelles à travers une table-ronde.



# 4. Qualifier et mettre en réseau

## ▶ ACTIONS MISES EN OEUVRE ET PUBLICS TOUCHÉS

# 4 803

participations en cumulé  
4 693 en 2023

A l'image de l'année passée, 2024 a connu une activité marquée par une très forte fréquentation des actions mises en œuvre par le Pôle ressources.

# 2369

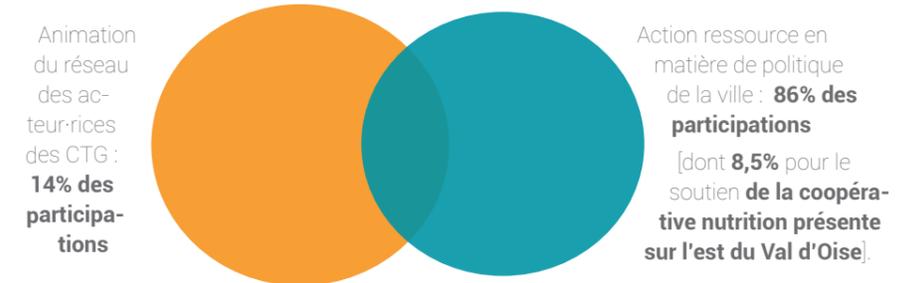
acteur·rices différent·es recensé·es

Les 54 actions développées ou codéveloppées ont permis d'investir **12 grandes thématiques**, articulées autour des **4 axes du projet associatif** : rendre effectives la coconstruction et les coopérations, promouvoir l'égalité et la justice sociale, soutenir un développement économique et territorial endogène, écouter et accompagner la participation des habitant·es.

### Ainsi l'équipe du Pôle ressources a œuvré autour des questions relatives à :

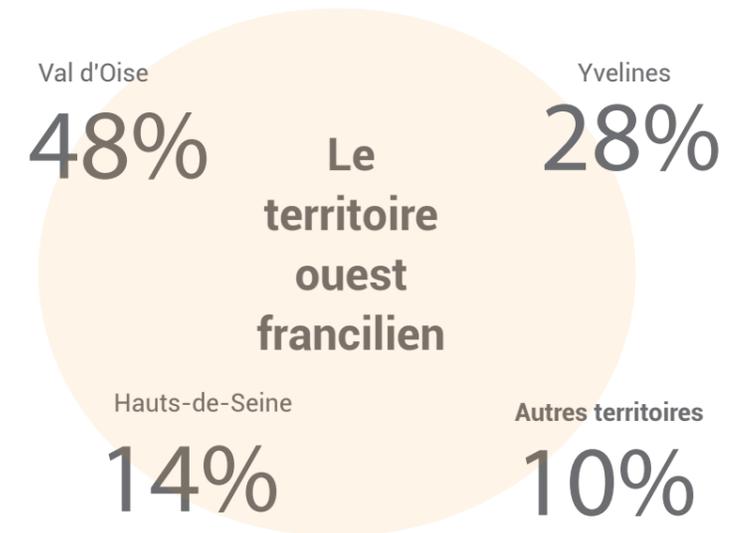
- la cohésion sociale (animation de la vie sociale, compréhension des révoltes et violences urbaines) ;
- l'éducation en lien avec les Programmes de Réussite Éducative (PRE) et des Cités éducatives ;
- la transition écologique (jardins partagés) ;
- la jeunesse sous l'angle des politiques jeunesse, des réseaux d'acteur·rices et de la prévention de la délinquance (rixes, entrée dans le trafic de stupéfiants) ;
- le logement et l'habitat, notamment à travers la question des discriminations ;
- la participation citoyenne, avec la démarche du rapport biennal de la parole des habitant·es des quartiers, ou encore la poursuite du cycle entamé en 2023 visant à soutenir les pratiques des professionnel·les ;
- les politiques familiales, dans le cadre des partenariats avec les CAF des Yvelines et du Val d'Oise ;
- la promotion de l'égalité femmes-hommes, en s'intéressant notamment aux espaces publics ;
- la santé, à travers l'animation des réseaux d'acteur·rices et autour des enjeux relatifs à la nutrition ;
- les valeurs de la République via les formations VRL ;
- la médiation sociale avec l'accompagnement des médiateur·rices sous contrat adultes-relais ;
- Enfin, la question de l'ingénierie a, comme chaque année, été au cœur de l'action déployée, afin de soutenir les pratiques des professionnel·les dans l'animation des territoires ou encore les fondements de la méthodologie de projet (diagnostic, évaluation).

Ces thématiques s'inscrivent bien évidemment autour des **3 grandes démarches** que mène l'association :



Ces actions, leurs diversités en termes de sujets et de modalités d'intervention (ateliers, séminaires, formations, appuis territoriaux) sont l'occasion de toucher une grande diversité d'acteur·rices.

**Il est à noter que le public touché est à l'image du territoire couvert par le Pôle ressources.**



Cette diversité est également très perceptible au niveau des profils des participant·es, avec une forte représentation des agent·es des collectivités (54%) dont **412 professionnel·les œuvrant spécifiquement à la mise en œuvre de la politique de la ville**. Le secteur associatif est toujours fortement représenté (23%) alors même que les associations font face à des défis grandissants pour développer leurs actions. Les agent·es de l'État sont également très nombreux·ses à participer aux actions proposées (13%). Sont également représenté·es de manière significative les professionnel·les des CAF, en lien notamment avec la démarche autour des conventions territoriales globales, et du logement social avec toute une démarche menée autour de l'élaboration des conventions relatives à l'abattement de la taxe foncière sur la propriété bâtie (ATFPB).

Enfin, les actions développées, et plus particulièrement les démarches liées au rapport biennal sur la parole des habitant·es et à la coopérative acteur·rices nutrition ont permis de toucher 235 habitant·es différent·es.

Le nombre de participant·es et la diversité des profils constituent une réelle source de satisfaction et témoigne d'une bonne identification du Pôle ressources par les acteur·rices des territoires de l'ouest francilien.



## RENDRE EFFECTIVES LA COCONSTRUCTION ET LES COOPÉRATIONS

Les politiques de développement social et territorial (politique de la ville, santé, familiales, animation de la vie sociale...) s'inscrivent de plus en plus dans des logiques visant la transversalité entre les institutions, acteur·rices de la société civile ou économiques, habitant·es et au sein même des institutions (entre les directions et les services). La coconstruction et les coopérations sont ainsi au cœur des enjeux des contrats de ville, ou encore des conventions territoriales globales, des contrats locaux de santé... *In fine*, il s'agit d'apporter des réponses renouvelées, plus efficaces au regard des défis actuels et de problématiques multifactorielles. Articuler les politiques publiques, développer des approches et méthodes soutenant la coopération et l'implication des habitant·es s'impose.

## 1. Accompagner la mise en oeuvre des CTG du Val d'Oise et des Yvelines

En 2024, le Pôle ressources a poursuivi et étoffé ses partenariats avec les CAF du Val d'Oise et des Yvelines, pour l'animation du réseau des acteur·rices (chargé·es de coopération des collectivités partenaires et chargé·es de conseil et développement des CAF) des Conventions Territoriales Globales. Cette démarche s'inscrit tout à la fois dans la volonté du Pôle ressources de soutenir les initiatives de développement social territorial de manière générale, et d'œuvrer de manière plus spécifique au bénéfice des territoires prioritaires, avec des travaux visant l'articulation entre les politiques familiales et la politique de la ville.

### ► ACCOMPAGNEMENT DES CTG DU VAL D'OISE

Dès 2023, le Pôle ressources a contribué au renouvellement du schéma départemental des services aux familles, signé le 5 septembre 2024 et porté par la préfecture, en lien avec le conseil départemental, l'association départementale des maires et la CAF du Val d'Oise. Ce document nourrit des productions de groupes de travail thématiques (parentalité, petite enfance, jeunesse, animation de la vie sociale) que le Pôle ressources a contribué à faire vivre, tout comme la fédération des centres sociaux du Val d'Oise. Il propose tout à la fois un diagnostic à l'échelle du département et des axes de transformation pour la période 2024-2026, au bénéfice des familles valdoisiennes.

L'accompagnement des acteur·rices des CTG, porté par le Pôle ressources, s'inscrit dans ce cadre, et s'est articulé en 2024 autour de 3 démarches complémentaires :

#### - les rencontres du réseau

Les rencontres du réseau ont eu pour objectif de répondre aux besoins exprimés par celui-ci et par la CAF, en proposant notamment des temps de partage de ressources, de création d'outils, et de discussions autour des actualités nationales, en particulier du Service Public de la Petite Enfance. En 2024, la programmation des temps de rencontre du réseau, précédés par des comités techniques, a été systématique, permettant de consulter les chargé·es de coopération et les chargé·es de conseil et développement, afin de répondre au plus près aux besoins des professionnel·les.

Par ailleurs, deux temps d'accueil des professionnel·les nouvellement arrivé·es ont été organisés, en vue de leur proposer une rencontre spécialement dédiée, de les inclure dans le réseau et de répondre à leurs interrogations. Ce nouveau module répond également à la problématique du turn-over des équipes.

#### - la formation-action dédiée à l'évaluation et au renouvellement des CTG arrivant à échéance

Les formations-actions dédiées à l'évaluation, organisées en 2023-2024, ont permis au Pôle ressources de créer un " Guide d'évaluation ", (voir page 17) qui a été communiqué à la nouvelle cohorte en renouvellement, accompagnée en 2024-2025. Celle-ci a pu bénéficier du travail des groupes précédents, et notamment du rétroplanning d'évaluation, ainsi que des questions évaluatives qui ont été élaborées.

#### - la formation à l'intelligence collective

En 2024, une nouvelle formation dédiée aux méthodes d'animation de groupes de travail a été proposée aux professionnel·les en charge de faire vivre les CTG dans les territoires (collectivités, CAF). Durant deux journées, il est question de penser son rôle et sa posture dans l'animation de collectifs de travail et d'acquiescer de nouveaux modes de faire visant à soutenir :

- la mise en œuvre concrète de la transversalité voulue dans les CTG ;
- la mobilisation des partenaires du territoire ;
- l'association des habitant·es.

A termes, cette formation a vocation à irriguer les pratiques d'une centaine de professionnel·les.

Val d'Oise  
**334**  
participations

## Zoom sur **Le premier séminaire départemental des CTG du Val d'Oise**

Ce premier séminaire départemental des CTG du Val d'Oise a été l'occasion de rassembler l'ensemble du réseau lors d'un même évènement. Ainsi, les professionnel·les des collectivités et de la CAF du Val d'Oise et des élu·es se sont réuni·es à la suite des 17 temps de rencontres qui ont été organisés depuis le début de l'accompagnement.

À la suite d'interventions permettant de rappeler les enjeux généraux relatifs au schéma départemental de services aux familles, et, de manière corollaire aux CTG, le Pôle ressources et la CAF ont proposé une programmation mêlant conférences, partages d'expériences valdoisiennes et ateliers de travail. La présentation, par le **Crédoc**, de leurs travaux sur la contractualisation des politiques sociales et familiales, ainsi que sur le processus d'évaluation et de renouvellement des CTG, ont permis de mesurer les évolutions et recompositions à l'œuvre.

Dans la continuité, trois territoires du réseau ont témoigné des apports de la mise en œuvre des CTG, en termes de diagnostic de territoire, de coopérations entre les services municipaux, de renforcement des liens avec la CAF, et d'amélioration de la réponse aux besoins des habitant·es. La journée s'est poursuivie par une séquence d'ateliers portant sur différentes thématiques - la place des partenaires au sein des CTG, la territorialisation de l'action publique de cette démarche, ainsi que son évaluation et son réajustement permanent - afin de partager les réalisations et de dresser des perspectives de travail pour la mise en œuvre des CTG du département.

Cette journée a ainsi permis aux acteur·rices de se rencontrer, de bénéficier d'apports théoriques, de réfléchir ensemble autour du dispositif et de valoriser les actions menées.



## ▶ ACCOMPAGNEMENT DES CTG DES YVELINES

2023 a été l'année de lancement de l'accompagnement des chargé·es de coopération et des chargé·es de conseil et développement dans les Yvelines. En 2024, les animations du réseau des CTG des Yvelines se sont poursuivies, précédées par un temps de rencontre et de cadrage avec les chargé·es de conseil et développement de la CAF. À l'image des travaux menés dans le Val d'Oise, les rencontres sont construites et menées conjointement avec les équipes de la CAF.

S'en est suivi une série de deux rencontres à destination de l'ensemble du réseau, qui a abordé la question de l'évaluation et de la mise en œuvre du Service Public de la Petite Enfance. Pour la suite des rencontres, le choix a été fait de proposer une programmation à destination des CTG en renouvellement, avec des temps leur étant spécifiquement dédiés, et d'autres plus généralistes, ouverts à l'ensemble du réseau.

- La première série de rencontres était conçue comme un temps d'introduction à la démarche d'évaluation, avec un travail sur le retroplanning et le diagnostic.

- Les seconds temps, ouverts à tous·tes, portaient sur le Service Public de la Petite Enfance, avec une présentation par la CAF, une réflexion en groupes autour des besoins des familles, de la qualité de l'accueil et de la programmation et du maintien de l'offre petite enfance, et pour finir, des ateliers en groupes sur les fiches-actions.

Le Pôle ressources a également contribué à un webinaire dédié aux CTG, organisé par la CAF. L'association a pu y présenter son action, ainsi que la démarche d'évaluation du réseau.

Yvelines

61

participations

## Perspectives 2025

### Val d'Oise :

- Reconduire le partenariat à travers tous les modules d'actions, initiés et enrichis en 2023 et 2024, autour de l'intelligence collective, la formation-action à l'évaluation et les rencontres du réseau ;
- Organiser un séminaire départemental visant à fédérer l'ensemble des acteur·rices faisant vivre le réseau.

### Yvelines :

- Poursuivre et finaliser l'accompagnement de la cohorte en renouvellement, à travers une série de deux nouvelles rencontres, et restructurer l'organisation du réseau en lien avec la CAF, avec la volonté d'impliquer les chargé·es de coopération dans la coconstruction des rencontres ;
- Organiser un séminaire départemental.

## 2. Accompagner les acteur·rices de la politique de la ville au quotidien

Dans la continuité de l'année 2023, l'actualité de la politique de la ville fut marquée par la finalisation des Contrats Engagements Quartiers 2030 et leur signature. Le Pôle ressources s'est donc attaché à poursuivre son appui aux territoires dans leurs démarches d'élaboration ou de premières mises en œuvre, avec des approches adaptées à chacun. Au-delà de ce travail, des premières initiatives ont été menées afin de prendre du recul sur ces travaux : retours d'expériences entre acteur·rices, lancement d'une étude sur l'articulation entre les CEQ 2030 et les conventions territoriales globales.

### ARTICULER LES POLITIQUES PUBLIQUES ET MOBILISER LE DROIT COMMUN

#### [Webinaire] : Politique de la ville et PRS 3

Un webinaire réunissant 53 professionnel·les de l'ouest francilien (référent·es politique de la ville des collectivités, coordinateur·rices santé, délégué·es du préfet) a été l'occasion de donner la parole à l'ARS Île-de-France pour présenter les enjeux du 3ème projet régional de santé (PRS3). Cet échange s'est attaché également à mettre en évidence les passerelles potentielles avec les CEQ 2030, autour de la question de la réduction des inégalités de santé. Cela a permis d'aborder les sujets de l'accès aux soins (qui reste un enjeu majeur dans les quartiers prioritaires), de la santé mentale (notamment des jeunes) ou encore de la périnatalité.

#### [Étude] : Articulation entre les CEQ 2030 et les CTG

En septembre 2024, le Pôle ressources a sollicité les étudiant·es du master Métiers du politique et de l'action publique territoriale de Sciences Po Saint-Germain-en-Laye, afin de mener une étude dédiée à l'articulation entre les contrats de la politique de la ville (CEQ 2030) et les conventions territoriales globales (CTG) portées par les CAF. Avec cette enquête, il s'agit de nourrir la réflexion autour de la mise en œuvre des politiques publiques locales où la question de l'articulation se pose de plus en plus fortement : Quelles attentes en matière d'articulation ? Quelles initiatives à l'œuvre ? Quelles limites et freins rencontrés ? L'étude fera l'objet d'un rapport et d'une restitution en 2025.

#### [Appui] : Soutenir opérationnellement l'articulation entre politiques publiques

En appui de la ville de Villeneuve-la-Garenne, l'équipe du Pôle ressources s'est mobilisée pour soutenir les travaux visant à renouveler le projet social de territoire, avec l'ambition d'établir des passerelles entre le projet de quartier inscrit dans le CEQ 2030 de l'EPT Boucle Nord de Seine et la démarche du centre social. Une occasion de s'atteler concrètement aux questions d'articulation avec les acteur·rices de la politique de la ville et l'équipe du centre social.

### Zoom sur

[Une première !]

#### Le réseau régional des chef·fes de projet politique de la ville

Le Pôle ressources, Ressources Urbaines (77, 91, 94) et Profession Banlieue (93) ont organisé une **première rencontre du réseau régional des référent·es politique de la ville des EPCI d'Île-de-France**.

Cette rencontre, qui a réuni une trentaine de professionnel·les, est revenue sur l'élaboration des CEQ 2030 sous l'angle de l'évolution des relations avec les villes, l'État et les partenaires signataires des contrats. Une occasion d'échanger sur les recompositions à l'œuvre, mais également sur les pratiques déployées pour mobiliser les acteur·rices. Enfin, ont été abordées les questions relatives à la géographie prioritaire (définition des poches de pauvreté, liens entre la carte de la politique de la ville et la carte de l'éducation prioritaire), l'animation des contrats à l'échelle du territoire ou encore le manque de visibilité sur les perspectives nationales. L'avenir de ce réseau a également été abordé, mettant en évidence l'intérêt de poursuivre les échanges sur les questions relatives à l'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties (ATFPB), l'évaluation des contrats ou encore l'intégration des enjeux de la transition écologique.

### APPUYER LES TERRITOIRES

L'appui aux territoires s'est matérialisé de différentes manières, avec des démarches en lien avec les EPCI pour finaliser les CEQ 2030 (CA Saint-Germain Boucles de Seine, CA Plaine Vallée, CA Saint-Quentin-en-Yvelines, CU Grand Paris Seine-et-Oise). A noter qu'une attention particulière a été portée à deux territoires "entrants", la ville de Beaumont-sur-Oise (Val d'Oise) et le quartier intercommunal des Blagis (Hauts-de-Seine), afin de soutenir leurs initiatives pour élaborer les orientations avec les acteur·rices locaux·ales et les habitant·es. Au-delà de la finalisation des contrats, les démarches d'accompagnement se sont adressées aux villes, afin d'initier une dynamique dans le cadre des nouvelles contractualisations. Plusieurs villes comme Argenteuil, Goussainville, Mantes-la-Ville, Nanterre, Sarcelles, Villeneuve-la-Garenne ou encore Villiers-le-Bel ont souhaité initier des modalités de travail visant à structurer la participation des habitant·es, l'implication des associations et/ou à permettre l'appropriation des orientations relatives aux projets de quartiers.

13 appuis

739 participations en cumulé

### ACCOMPAGNER LE RÉSEAU DES MÉDIATEUR·RICES SOCIAUX·LES

En appui de la préfecture de région Île-de-France, le Pôle ressources a accompagné les acteur·rices de la médiation sociale en contrat adulte-relais, via des ateliers, séminaires et webinaires, pour favoriser la mise en réseau et valoriser les pratiques professionnelles.

#### [Webinaire] : Panorama de l'offre de formation des médiateur·rices en Île-de-France

Dans le cadre du plan de professionnalisation 2024 des médiateur·rices en poste adulte-relais, la préfecture de région, en partenariat avec les préfectures de département, les centres de ressources politique de la ville franciliens (Pôle ressources, Profession Banlieue, Ressources Urbaines), France Médiation et Uniformation, ont organisé un webinaire régional, qui visait à rendre les médiateur·rices acteur·rices de leur formation, en présentant l'offre disponible, et notamment les dispositifs de formation qui peuvent être mobilisés par les structures, tels le compte personnel de formation (CPF), ou le projet de transition professionnelle (PTP).

#### [Ateliers] : 6 sur les 3 départements de l'ouest francilien

##### - Hauts-de-Seine : 2 ateliers et 1 séminaire

Deux ateliers, l'un au nord du département, l'autre au sud, ont permis le partage de pratiques inspirantes et d'exposer les réalités et difficultés de la médiation. Le Pôle ressources a également coorganisé un **séminaire (Nanterre) portant sur des outils de sensibilisation et des partages d'expérience en santé mentale à destination des médiateur·rices**. L'outil cosmos mental du PSYCOM a été présenté au groupe, qui a pu bénéficier, par le biais d'ateliers, de retours d'expériences inspirantes en matière de santé mentale et de développement des compétences psychosociales.

##### - Val d'Oise : 2 rencontres départementales

La première rencontre s'est déroulée autour de partages de pratiques inspirantes de médiation sociale, avec en parallèle, un atelier présentant des outils du PSYCOM (cosmos mental, boussole) afin de sensibiliser les médiateur·rices à la santé mentale. Le deuxième a été consacré à la valorisation de l'activité de médiation sociale par le reporting et le suivi. Les participant·es ont aussi pu discuter de la thématique "Jeunesse et pouvoir d'agir" avec des partages d'outils et d'expériences diverses comme la plateforme "La Boussole des Jeunes" du CIJ 95.

##### - Yvelines : 2 rencontres départementales

Dans la même logique, le premier atelier a porté sur le partage d'expériences marquantes de médiation sociale, avec en complément un travail sur les difficultés rencontrées dans le cadre de la médiation auprès du public. Le second temps, centré sur la valorisation de l'activité de médiation sociale (reporting), s'est déroulé dans les locaux du PIMMS des Mureaux, avec une visite du lieu et la présentation des différentes activités de médiation. Les participant·es ont pu, à travers des présentations et échanges, expérimenter différentes pratiques et modalités de suivi et valorisation de la médiation.



## 3. Rendre effective la culture de la coconstruction

### ► TRANSMETTRE DES MÉTHODES PARTICIPATIVES DE DYNAMISATION DE GROUPE

#### [Formations] : Méthodes participatives de groupes de travail

95 participations

Depuis 2017, le Pôle ressources organise des formations et ateliers à destination de l'ensemble des acteur·rices de la politique de la ville, permettant d'expérimenter et de mettre en pratique des dynamiques participatives pour animer des groupes de travail et faciliter les coopérations et la coconstruction.

En coanimation avec **Infusion collective**, par le biais de sa facilitatrice-formatrice, spécialisée dans les questions d'intelligence collective et de développement local, le Pôle ressources a reconduit en 2024 la formation "Animation participative d'un groupe de travail". Celle-ci permet, sur deux jours, d'acquérir des savoir-être et savoir-faire visant à créer un cadre propice aux échanges et à la participation de tous·tes ; d'intégrer des techniques d'animation de réunions coopératives et participatives ; de développer sa posture d'animation et sa confiance en soi et d'impulser la créativité dans un groupe de travail.

Ces formations sont l'occasion de découvrir, d'expérimenter et de s'approprier une posture et des techniques d'animation de réunions, pour stimuler un groupe et produire plus efficacement, en mobilisant l'ensemble des participant·es.

En 2024, cette formation a été remodelée afin d'intégrer de nouvelles méthodes, notamment en y incorporant des outils numériques et en permettant, via un atelier, au réseau de professionnel·les déjà initié·es de découvrir des méthodes complémentaires et partager leurs expériences, et de renforcer leur posture coopérative grâce à la communication non violente.

2 journées de formation sur chaque département



#### [Accompagnement] : Réseau ATFPB dans le Val d'Oise

Dans la continuité des travaux effectués en 2023 sur la construction des CEQ 2030, le Pôle ressources s'est associé avec **l'AORIF** pour animer la démarche valdoisienne de contractualisation des conventions d'abattement ATFPB, en visant à la construction d'une compréhension commune du dispositif.

Ce groupe interacteur·rices, composé de représentant·es des bailleurs sociaux (responsables de gestion, chargé·es de Développement Social Urbain, APES), de collectivités (chef·fes de projet politique de la ville) a permis de mutualiser les réflexions et de fluidifier les relations entre les parties prenantes des conventions. Il vise aussi à faciliter la prise de poste des nouveaux·elles technicien·nes travaillant dans ce domaine, en partageant collectivement les informations et orientations. Cet espace de dialogue et de coconstruction, conçu à partir des méthodes d'intelligence collective, s'est réuni autour de trois ateliers en 2024.

Ceux-ci étaient construits de sorte à couvrir le cycle annuel du déroulement des conventions :

**La rencontre du 16 mai** est revenue sur les bases et éléments incontournables sur le fonctionnement du dispositif d'abattement, et sur son cadrage national en termes de contreparties. L'atelier en sous-groupes a permis de travailler sur les méthodologies et éléments à aborder dans le cadre du diagnostic annuel nécessaire au déroulement des conventions, en revenant sur les facteurs du fonctionnement sociorésidentiel des patrimoines ;

**La rencontre du 12 juin** visait, à partir des éléments partagés lors du premier module, à réfléchir collectivement à la manière de construire un plan d'action partagé à partir de cas fictifs. Cette rencontre a notamment permis de soulever l'importance de l'articulation et de l'intégration des actions au service d'un objectif général et partagé, de la coordination interacteur·ices, et de l'imbrication d'actions plus ou moins récurrentes ;

**La rencontre du 8 octobre** a constitué un point d'étape sur l'avancée de la rédaction des nouvelles conventions, à moins de deux mois de la date butoir pour leur signature, dans une visée de codéveloppement, à partir des enjeux soulevés par les participant·es. Ont ainsi pu être mises en partage des questions ayant trait à la tranquillité résidentielle, à la remontée des indicateurs de gestion, aux modalités d'association / de participation des habitant·es, ainsi qu'à l'évolution des partenariats avec les associations.

#### Perspectives 2025

- Poursuivre l'animation du réseau avec un temps destiné à construire les attendus collectifs concernant les bilans annuels des actions entreprises fin mars 2025 ;
- Poursuivre l'animation des réseaux des acteurs de la GUSP - ATFPB dans le Val d'Oise et les Hauts-de-Seine ;
- Proposer un cycle de qualification dédié à l'évaluation ;
- Restituer les enseignements de l'étude sur l'articulation des CEQ 2030 et des CTG ;
- Animer les réseaux de l'ouest francilien et régionaux dédiés à la politique de la ville.

# PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ ET LA JUSTICE SOCIALE

L'égalité constitue l'un des piliers du triptyque républicain ainsi que la pierre angulaire de la philosophie soutenant la politique de la ville, l'égalité des chances ou la réduction des inégalités sociales et territoriales. S'intéresser à promouvoir l'égalité amène à s'emparer de sujets relatifs aux différentes facettes qu'elle revêt, notamment la lutte contre les discriminations, la promotion de l'égalité femmes-hommes, l'accès aux droits et aux services, la jeunesse...

## 1. Accompagner la promotion et la prévention de la santé

### ► LES RÉSEAUX DES COORDONNATEUR·RICES ASV/CLS/CLSM DU VAL D'OISE ET DES YVELINES

Depuis une dizaine d'années, le Pôle ressources anime un groupe d'échanges à destination des coordonnateur·rices ASV/CLS/CLSM du Val d'Oise, en partenariat avec le service promotion et réduction des inégalités de la délégation départementale du Val d'Oise de l'ARS Île-de-France. Ce groupe accueille régulièrement de nouveaux·elles professionnel·les des collectivités impliqués sur les thématiques de promotion de la santé. En raison de la préoccupation grandissante des territoires pour les sujets relatifs à la santé, ce groupe rassemble désormais tout à la fois : des responsables santé, coordonnateur·rices ASV/CLS/CLSM ou chargé·es de mission santé. Ce collectif vise à permettre aux professionnel·les de bénéficier d'un espace de parole entre pairs, au sein duquel elles-ils peuvent faire des partages d'expériences ou encore rencontrer de nouveaux partenaires et expert·es sur des sujets spécifiques.

**Au cours de l'année 2024, ce groupe a notamment pu aborder les thématiques suivantes :**

- L'amélioration de l'offre de soins et de l'attractivité des territoires, en présence du département Ville et Hôpital de la délégation départementale du Val d'Oise de l'ARS Île-de-France et avec le partage d'expériences de l'Espace santé de Cergy et de la mise en place d'un guichet unique ;
- La périnatalité, avec deux groupes de travail dédiés, en partenariat avec Profession Banlieue, les délégations départementales du 93 et du 95 de l'ARS, ainsi que l'ARS Île-de-France. Ces rencontres ont permis le partage de données épidémiologiques, la réflexion d'actions à mettre en œuvre dans le cadre des ASV/CLS et CLSM, ainsi que la présentation d'expériences menées dans le champ de la périnatalité (service SAMELY, maternité Gonesse et Delafontaine, réseaux NEF et Réseau périnatal du Val d'Oise...)
- La santé mentale et les compétences psychosociales ;
- La santé environnementale.

Ce groupe de travail a également donné l'opportunité à chaque membre de partager des actualités de son territoire, ainsi que des informations de l'ARS Île-de-France, en lien avec mon "bilan prévention santé", la charte PNNS, le Nutri-Score, ou les actualités de partenaires tels que Promotion Santé Île-de-France. Il a été proposé également un atelier de codéveloppement, durant lequel 3 problématiques soulevées par des membres du groupe ont pu être collectivement abordées : l'articulation entre le CLSM/CLS et CMS/CLS, le déploiement du sport santé, l'arrivée en poste du/de la coordonnateur·rice CLS.

**Une journée pour accueillir les nouveaux·elles coordonnateur·rices ASV/CLS/CLSM d'Île-de-France a été reconduite en 2024**, en partenariat avec Promotion Santé Île-de-France, et le réseau des CRPV franciliens - Profession Banlieue et Ressources Urbaines et le Pôle ressources.

**Un groupe d'échanges avec les coordonnateur·rices ASV/CLS des Yvelines** a également été organisé, en partenariat avec la délégation départementale des Yvelines de l'ARS Île-de-France. Ce temps leur a permis d'avoir une vue d'ensemble des CLS des Yvelines, de mieux identifier les missions du Pôle ressources, ainsi que de nouveaux leviers pour travailler en transversalité dans le cadre des CLS, en partant de thématiques considérées prioritaires par les professionnel·les.

150  
participations  
100 en 2023

10  
demi-journées  
8 en 2023

### Zoom sur

Alors qu'un nouveau Projet Régional de Santé a vu le jour et que se sont élaborés au cours de la même temporalité, les Contrats d'Engagements Quartiers 2030, le Pôle ressources a proposé un temps d'échanges en visioconférence, dédié à **l'articulation entre la politique de la ville et les politiques de santé**. Celui-ci, en présence de **Gwendal Bars**, responsable de département et référent politique de la ville – direction de la Santé Publique à l'ARS Île-de-France, a été l'occasion de présenter le nouveau Projet Régional de Santé ainsi que d'établir des passerelles entre les enjeux de réduction des inégalités et de santé publique.



## 2. Oeuvrer à une société ambitieuse pour sa jeunesse...

### ► LES RÉSEAUX DES PRE DE L'OUEST FRANCILIEN

Pour la troisième année consécutive, le Pôle ressources accompagne les professionnel·les de la réussite éducative sur l'ensemble des 3 départements de l'ouest francilien. En 2024, des rencontres semestrielles ou trimestrielles ont été organisées dans chaque département de l'ouest francilien, en plus de la rencontre nationale annuelle, organisée par l'Agence Nationale de Cohésion des Territoires (ANCT) à Paris.

112  
participations  
en cumulé

#### [Groupes de pairs] : Le réseau des Yvelines

Dans les Yvelines, l'étroite collaboration avec les services de la préfecture et de l'Éducation nationale a permis aux professionnel·les du réseau de se réunir chaque semestre autour de temps d'échanges et de réflexions sur les pratiques et les enjeux des PRE. Ces rencontres ont ainsi favorisé les discussions autour des attentes institutionnelles des partenaires financiers et des difficultés de terrain rencontrées par les équipes, selon les réalités très diverses de leurs territoires. Pour exemple, ces temps de réseau ont été l'occasion de réfléchir collégialement à l'articulation entre les PRE et les différents dispositifs de politique publique à l'œuvre dans les territoires. Ce sujet a permis de souligner des inquiétudes des PRE quant au déploiement des Cités éducatives sur leur territoire, en mettant en lumière un cloisonnement des actions, rendant difficile leur interconnaissance et leur articulation.

8  
rencontres dé-  
partementales

#### [Groupes de pairs] : Le réseau des Hauts-de-Seine

Les PRE des Hauts-de-Seine se sont retrouvés autour d'une visioconférence, en début d'année, suivie de deux rencontres en présentiel, qui ont été l'occasion pour les professionnel·les mobilisé·es de prendre du recul sur leurs pratiques et d'échanger autour d'actions inspirantes mises en place sur les différents territoires.

#### [Groupes de pairs] : Le réseau du Val d'Oise

Le réseau du Val d'Oise s'est retrouvé chaque trimestre pour échanger sur ses actualités, mais également réfléchir collégialement autour des contraintes et difficultés rencontrées par les PRE, en partageant des idées de bonnes pratiques permettant de lever les freins évoqués. En présence régulière de représentant·es de la préfecture (délégué·es du préfet), ces rencontres ont ainsi pu mettre en lumière le fonctionnement ouvert des PRE, leur inscription dans des partenariats locaux, indispensables à l'élargissement des propositions d'accompagnement des publics. Sous l'impulsion des participant·es, il est donc prévu d'organiser les futures rencontres de manière à permettre l'invitation de partenaires des différents PRE du réseau, avec l'idée de présenter à deux voix des actions inspirantes qui pourraient être déployées dans d'autres territoires.

### ► UN ENGAGEMENT FORT AUPRÈS DES CITÉS ÉDUCATIVES

Depuis le lancement du programme des Cités éducatives en 2019, le Pôle ressources œuvre aux côtés des territoires labellisés, à travers des logiques d'animation de réseaux d'acteur·rices (troïka, chef·fe de projets opérationnels (CPO), porteur·euses de projets) et d'accompagnement des démarches locales (benchmark, animation, évaluation). Les travaux menés en 2024 s'inscrivent dans une forme de continuité, tout en intégrant les enjeux relatifs au renouvellement de labellisation et à l'émergence de nouvelles candidatures, en lien avec la publication par l'ANCT d'un AMI visant à tendre vers une généralisation du programme à l'ensemble des QPV volontaires. A noter, la 5ème rencontre régionale dédiée à la politique de la ville, organisée par la Préfecture de région avec le réseau des centres de ressources politique de la ville franciliens, a cette année été consacrée aux

Cités éducatives. Une occasion, avec notamment l'intervention du **sociologue Jean-Marc Berthet** et des témoignages d'acteur·rices, de constater l'engagement institutionnel autour de cette démarche et d'aborder la question centrale des articulations de ces projets éducatifs avec les politiques publiques locales (jeunesse, PEdT, santé, sport, culture...). Enfin, dans le cadre du réseau national des CRPV, le Pôle ressources a contribué avec Ressources Urbaines (77, 91, 94), aux côtés de l'ANCT, à l'animation de 2 journées de formation à destination des troïkas et CPO des Cités éducatives de l'académie de Versailles.

3

demi- journées

#### [Groupe de pairs] : Animation du réseau valdoisien

En complément d'un séminaire départemental, organisé en préfecture et dédié à l'extension du programme des Cités éducatives, le Pôle ressources a poursuivi l'animation des réseaux des CPO et des troïkas du dispositif.

36

participations

Dans un contexte marqué par un fort renouvellement des collectifs de travail (réfèrent·es ville, délégué·es du préfet, chef·fes d'établissement, CPO), ces rencontres ont été l'occasion de faire réseau, de réinterroger les pratiques, d'aborder l'évaluation, en lien avec la recherche évaluation portée par CY Cergy Paris Université depuis 2023. Des temps qui ont permis d'échanger autour de la fonction de chef·fe de projet opérationnel et de son positionnement dans la Cité éducative et de premiers échanges sur la notion d'impact.

#### [Appui] : Animation et évaluation des Cités éducatives

Dans le cadre de son intervention, le Pôle ressources accompagne sous différentes formes (animation, conseil, participation aux instances, évaluations) les Cités éducatives de l'ouest francilien.

17

demi- journées

**En 2024, 10 d'entre elles ont bénéficié de cet appui**, visant à soutenir la dynamique collective de la Cité éducative. Il s'agit ici, par des méthodes de travail collectives, d'aider les territoires à "faire cité", c'est-à-dire à préciser le plus finement possible les intentions poursuivies, mais aussi à qualifier les avancées, les difficultés à surmonter, et ainsi se redonner de nouvelles perspectives afin de s'inscrire dans des process d'amélioration continue.

553

participations

Plus spécifiquement, avec la Cité éducative de Trappes, et à la demande de la troïka, le Pôle ressources a mené une étude sur les usages et mésusages des écrans. Au regard des remontées multiples faisant état de l'intensité de la problématique, cette étude avait pour objectif de mieux qualifier le sujet (avec des réalités très différentes en fonction des âges), d'identifier les actions déjà à l'œuvre dans un territoire riche en initiatives, et de formuler des propositions visant à nourrir le programme d'actions 2025.

9

demi- journées

#### [Appui] : Soutien au renouvellement du projet des Cités éducatives et à la candidature à l'AMI national

Comme évoqué, l'année 2024 a été l'occasion pour plusieurs Cités éducatives de renouveler leur labellisation. Le Pôle ressources a ainsi été sollicité pour faciliter ces travaux. Cela s'est par exemple traduit à Goussainville par l'organisation, avec la troïka, d'un séminaire d'une journée consacré à l'interconnaissance, au bilan de la précédente labellisation (lien entre acteur·rices, renforcement de l'offre éducative, évolution des pratiques) ainsi qu'à préciser le sens du travail engagé autour des axes qui structurent la démarche (parentalité, épanouissement tout au long de la vie, promotion du sport et d'une alimentation saine, lutte contre le décrochage et promotion de l'excellence).

152

participations

7

territoires

Parallèlement, un accompagnement a été proposé à plusieurs territoires volontaires à la labellisation, en lien avec l'AMI publié par l'ANCT. Ainsi, le Pôle ressources a cheminé avec Bezons et Pontoise dans le Val d'Oise, Carrières-sous-Poissy dans les Yvelines, Antony, Bagneux et le QPV intercommunal des Blagis dans les Hauts-de-Seine.

## L'ENGAGEMENT ET LE PARCOURS DES JEUNES

### [Séminaire] : Prévenir l'entrée des jeunes dans le trafic et la consommation de stupéfiants

Le Pôle ressources a organisé un séminaire, avec l'appui du département du Val d'Oise, abordant le phénomène de l'entrée des jeunes dans le trafic de stupéfiants, ceci afin de mieux l'appréhender et d'outiller les acteur·rices des territoires.

Professionnel·les de la politique de la ville, de la jeunesse, de la politique de la ville ou encore du logement social ont assisté à l'intervention de **Marwan Mohammed**, sociologue, centrée sur l'état des lieux du trafic (réalités, évolutions des pratiques, effets sur les quartiers) et de la consommation de stupéfiants en France et dans les quartiers populaires.

Dans un second temps, les interventions de la **Mildeca** (mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives) et

de l'**ARS Île-de-France** ont permis de mettre en avant pratiques et ressources pour agir localement et prévenir l'entrée des jeunes dans le trafic. Une occasion de partager les enseignements de l'expérimentation LIMIT'S et de son extension, ainsi que d'investir les compétences psychosociales (CPS) avec la jeunesse.

Enfin, des actions inspirantes ont pu être partagées, à l'instar des capsules vidéos réalisées par l'association Projet 214 à Sarcelles, ou encore des initiatives de "Jeune et engagé".

110 participations



### [Appui] : Rencontres professionnelles autour de l'engagement des jeunes à travers le jeu

En 2024, le Pôle ressources a appuyé le CIJ du Val d'Oise dans l'organisation de rencontres professionnelles autour du jeu (sportif, ludique, vidéoludique...) afin de partager un socle de réflexions sur l'héritage social et professionnel de cette pratique, aux formes diverses et évolutives.

Une programmation sur deux journées a permis aux différents acteur·rices de participer à des tables-rondes thématiques centrées sur l'engagement et d'assister, sur la deuxième journée, à un forum ouvert à tous·tes, et adossé au tournoi Kings of Fields.

Ces temps ont permis l'interconnaissance des acteur·rices qui œuvrent auprès des jeunes, et l'enrichissement des connaissances en ce qui concerne le jeu et l'engagement des jeunes par ce biais.

### [Appui] : Rencontre partenariale sur l'engagement et la participation des jeunes

Le Pôle ressources a contribué, avec plusieurs acteur·rices de la jeunesse des Hauts-de-Seine, à l'organisation et l'animation d'une journée de séminaire, à destination des acteur·rices de la jeunesse du nord des Hauts-de-Seine.

Cette rencontre, voulue par le SDJES des Hauts-de-Seine et le département, a été l'occasion de mettre en avant les dispositifs liés à l'engagement des jeunes, de valoriser les expériences développées au cœur des territoires et de penser le sens de la notion d'engagement. D'ores-et-déjà, une nouvelle rencontre est envisagée pour les acteur·rices du sud du département, avec l'ambition de faire perdurer ces espaces de mise en réseau précieux pour soutenir et enrichir les pratiques.



## Perspectives 2025

- Poursuivre l'accompagnement des Cités éducatives ;
- Créer un réseau des troïkas et des CPO dans les Hauts-de-Seine ;
- Appuyer l'émergence de nouvelles Cités éducatives ;
- Contribuer à l'évaluation départementale des Cités éducatives du Val d'Oise avec les équipes de CY Cergy Paris université ;
- Mettre en oeuvre des temps forts départementaux (Hauts-de-Seine, Val d'Oise) ;
- Poursuivre l'animation des réseaux santé du Val d'Oise et des Yvelines et renforcer les articulations avec les autres dispositifs de la politique de la ville.

## 3. ... Et pour l'égalité femmes-hommes et la lutte contre les discriminations

### ► CYCLE DE RÉFLEXION SUR LES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES

#### [Séminaire] : Espaces publics, vecteurs d'inégalités de genre ?



En 2023, un cycle de réflexion sur les violences sexistes et sexuelles a été initié par le Pôle ressources pour outiller et sensibiliser les professionnel·les et élu·es qui oeuvrent auprès des habitant·es des quartiers populaires, où, bien souvent, les femmes connaissent des situations plus précaires et restent confrontées à des formes multiples d'inégalités. Après deux rencontres en 2023 (prostitution des mineur·es ; cyberviolences) un troisième temps, en 2024, a porté sur la place des femmes au sein des espaces publics, avec les sociologues **Johanna Dagorn et Arnaud Alessandrin**, de l'université de Bordeaux, et de **Corinne Luxembourg**, enseignante-chercheuse à l'Université Sorbonne Paris Nord. La **ville de Villiers-le-Bel** est également venue témoigner de sa politique en matière

60  
participations

d'aménagement égalitaire. La rencontre, ponctuée d'échanges avec la soixantaine de participant·es présent·es, a permis d'aborder ce continuum des violences entre espace privé et espace public qui s'exercent à l'encontre des femmes. Les différents supports de présentation de la matinée, ainsi qu'un podcast, réalisé par l'association **Making Waves**, sont disponibles sur le site du Pôle ressources.

### ► APPUI À DES DÉMARCHES DE PROMOTION À L'ÉGALITÉ DE GENRE

#### [Appui] : Mise en place d'une maison des femmes à Villiers-le-Bel

Le Pôle ressources a accompagné la ville de Villiers-le-Bel dans sa réflexion à la mise en place d'une maison des femmes sur son territoire. Cette démarche, coconstruite avec des habitant·es, associations et professionnel·les de la ville, a réuni sur 4 séquences (1 séquence complémentaire en 2025), près de 140 participant·es en cumulé. À l'aide de supports, d'outils, et de méthodes d'intelligence collective, il s'est agi, en groupes de travail, d'aborder différents enjeux autour de l'implantation et du déploiement de la structure : quels contenus, quels services et acteur·rices ressources ou encore quel modèle de gouvernance trouver au sein de celle-ci.

#### [Participation] : Instances de la maison des femmes de Sarcelles

La ville de Sarcelles a mis en place une maison des femmes sur son territoire. Dans ce cadre, le Pôle ressources a participé aux instances de l'association, et en est devenu adhérent.

#### [Table-ronde] : Prostitution des mineur·es dans les QPV et influence des réseaux sociaux : que faire ?

Le Pôle ressources a été sollicité par la ville de Sarcelles pour intervenir, le 17 octobre, sur une table-ronde consacrée à la prostitution des mineur·es, avec un focus sur l'impact des réseaux sociaux. Au côté du conseil départemental, du service de l'aide aux victimes du commissariat de police de Sarcelles, et de l'association Jeune et Engagé, le Pôle ressources a évoqué les grandes caractéristiques du sujet, ainsi que le rôle amplificateur des réseaux sociaux. Il a également fait part de constats d'acteur·rices de terrain sur ce phénomène en expansion, et de pistes d'actions en termes de prévention portées dans certains territoires.

### ► ENTENDRE ET AGIR CONTRE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATIONS

#### [Formation] : Favoriser l'égalité d'accès au logement social

Afin d'accompagner les évolutions dans le cadre des attributions du logement social, l'obligation de transparence dans l'information donnée aux demandeur·euses, et de renforcer l'appropriation de ce nouveau contexte par les professionnel·les, l'IREV - CRPV des Hauts-de-France - et l'Union Régionale pour l'Habitat des Hauts-de-France ont conçu, en partenariat, un module de sensibilisation aux discriminations dans les processus d'attribution au logement social. Le Pôle ressources a saisi l'opportunité, et a eu le plaisir d'accueillir une première session décentralisée en Île-de-France, afin d'accompagner l'essaimage de la démarche et de pouvoir se saisir du contenu pédagogique.

- La **session initiale (2 juillet) a constitué la première phase de sensibilisation**. D'une durée d'une demi-journée, elle a permis aux participant·es de s'approprier le cadre législatif autour du droit concernant les discriminations. L'objectif de cette séance consistait à analyser la sémantique utilisée dans le droit, à découvrir les spécificités légales ainsi qu'à les appliquer à partir de cas pratiques, afin de se construire une posture réflexive permettant de se prémunir des risques de discrimination.

- La **seconde session (11 juillet) visait à former des référent·es, à même de pouvoir répliquer la démarche dans leurs institutions**. Sur une journée, en petits groupes, elle a permis de s'exercer à la conduite de ce module de sensibilisation et de donner les clés aux participant·es pour les rendre autonomes dans l'animation.

23  
participations  
(session 1)

6  
participations  
(session 2)



#### [Rencontre] : Colère et révoltes urbaines - voir, comprendre, agir

Suite aux événements survenus dans l'Hexagone après la mort de Nahel, lors d'un contrôle de police, le 27 juin 2023, de nombreuses analyses, tribunes, ou entretiens sont parus, notamment dans les médias. Même si le contexte social actuel, avec des problématiques profondes en termes de précarité, discriminations, chômage, ou encore inflation..., peut expliquer en partie cet embrasement, les causes en demeurent néanmoins complexes. La fédération des centres sociaux des Yvelines a souhaité organiser, pour les équipes et bénévoles des centres sociaux, ainsi que les habitant·es, une grande rencontre départementale, avec l'appui de partenaires, dont la communauté urbaine GPS&O, le Pôle ressources, ou la CAF des Yvelines. Celle-ci, accompagnée par le sociologue **Sébastien Roché**, a permis de questionner les raisons de cette colère, à les objectiver, à en comprendre les mécanismes, avec l'idée de réinterroger le rôle des centres sociaux, dans ce climat tendu.

35  
participations

#### Perspectives 2025



- Poursuivre le cycle sur les violences sexistes et sexuelles, avec une rencontre sur le coût de la virilité, ou la culture du viol ;
- Reconduire de nouvelles journées de sensibilisation à la lutte contre les violences faites aux femmes à destination de publics dédiés (adultes-relais...).

## SOUTENIR UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET TERRITORIAL ENDOGÈNE

Puisque l'essence même du développement local consiste à s'appuyer sur les ressources territoriales produites par et pour les habitant·es, les richesses créées et leur redistribution sont donc à apprivoiser par une focale renouvelée. Trois entrées ont ainsi été retenues : le développement économique territorial pour (re)donner du sens à l'économie dans l'action publique ; sens qui, soutenu et renforcé par l'innovation sociale et l'Économie sociale et solidaire (ESS), permet la coopération territoriale ; une solidarité locale qui assure la création et le maintien d'emplois de qualité au service notamment de celles et ceux qui en sont le plus éloigné·es.

En 2024, il a été principalement question d'introduire ces sujets dans le cadre des CEQ 2030, sous l'angle notamment des enjeux de la transition écologique ou encore de l'emploi.

### [Participation] : Membre du comité d'appui technique DLA et du jury Émergence, portés par initiative 78-95

Depuis plusieurs années, notre partenaire Initiative 78-95 porte le dispositif local d'accompagnement (DLA) dans le Val d'Oise. Ce dispositif vise à un accompagnement technique au profit des structures de l'ESS afin de soutenir l'activité et l'emploi. Le Pôle ressources siège régulièrement au comité d'appui technique du DLA afin d'aider cette instance consultative à émettre un avis sur les diagnostics de besoins effectués, sur le plan d'accompagnement, et l'appui préconisé. Composé d'acteur·rices aux expertises variées (associations, institutions publiques, têtes de réseau...), ce comité permet également d'affiner les diagnostics initiaux en apportant un regard complémentaire sur les problématiques et solutions identifiées. Dans le cadre de ce partenariat, le Pôle ressources participe également au jury de sélection d'Émergence, un appel à projets destiné à accompagner des entrepreneur·euses engagé·es à développer leur projet, à l'aide d'un programme de 9 mois.

### [Participation] : Membre du jury de l'AAP Économie Sociale et Solidaire (ESS) de Roissy Pays de France

L'appel à projets Économie Sociale et Solidaire de la communauté d'agglomération Roissy Pays de France s'inscrit dans les ambitions du territoire, en termes de soutien et de développement d'activités solidaires à même de répondre à des besoins sociaux et environnementaux non pourvus. Il permet de financer des structures de l'ESS dans leur phase de démarrage et de développement, ou de favoriser la coopération entre plusieurs structures du territoire. Pour cette édition 2024, la CARPF a fait appel au Pôle ressources afin de participer au jury de sélection des projets lauréats et pour bénéficier de sa connaissance territoriale du secteur et de ses acteur·rices.

### [Webinaire] : Comment coopérer en faveur de l'emploi dans les quartiers ?

À l'heure où les nouveaux contrats de ville placent le développement économique et l'emploi au cœur des priorités, la multitude d'acteur·rices actif·ves sur ces champs, dans le domaine public et privé, ainsi que les transformations induites par la loi plein emploi, invitent à réfléchir aux modalités de coordination des actions de chacun, dans une logique de fluidité et d'efficacité des parcours. Pour accompagner ces transformations, le groupe de travail développement économique du RNCRPV, dont le Pôle ressources fait partie, a organisé un webinaire, le 4 octobre, afin d'appréhender les enjeux liés aux coopérations au profit de l'emploi dans les QPV. Destiné à tous·tes les acteur·rices en charge des questions d'emploi et de politique de la ville (publics, associatifs ou privés), ce temps a souhaité mettre particulièrement l'accent sur des initiatives marquées par un haut niveau de coopération, afin d'en tirer les facteurs permettant de fluidifier les partenariats. La première partie de cet événement, animée par l'ANCT, visait à présenter le dispositif expérimental "Cité de l'emploi" au travers de sa méthodologie originale, pour fédérer les parties prenantes, partager la gouvernance, organiser l'aller-vers et l'accompagnement, en proposant une offre spécifique et intégrée.

En seconde partie, l'intervention du **Rameau, laboratoire en innovations partenariales**, est venue préciser ce que recouvre la notion d'innovation, en appuyant notamment sur la nécessité de définir des objectifs puis des projets communs, à partir de leur guide "Coopérer efficacement : les méthodes du faire alliance entre associations, collectivités territoriales et entreprises".

Enfin, les deux dernières interventions, - de la **Cyber Grange du Neuhof (Strasbourg) et de la Cité de l'Emploi de Belfort** - sont venues illustrer ces notions en témoignant de leur projet et en montrant les incontournables et les impacts de la coopération au profit de l'emploi en QPV.

# 239

participations

## ÉCOUTER ET ACCOMPAGNER LA PAROLE HABITANTE

L'imaginaire entourant les quartiers populaires se nourrit parfois de discours simplistes, de reportages chocs, mais aussi d'éléments objectifs (délinquance, concentration des difficultés...). Cette image impacte les habitant·es, qui subissent stigmates, discriminations, renforce les logiques de ségrégations et tend à décourager les acteur·rices locaux·les. Transformer ce regard en le rendant plus juste constitue, dès lors, un impératif.

Cela passe par un travail en « dedans », - c'est le quotidien de la politique de la ville -, et vers le « dehors » en donnant à voir les forces et fiertés de ces quartiers (réseaux de solidarité, créativité, dynamisme de la jeunesse) tout en soutenant la parole et l'expression d'habitant·es trop souvent mises de côté.

### ► CYCLE DE RÉFLEXION : "QUARTIERS POPULAIRES ET PARTICIPATION DES HABITANT·ES"

Dans la continuité de deux rencontres organisées en 2023, en partenariat avec **Infusion collective**, sur la participation des habitant·es dans les quartiers populaires, le Pôle ressources a proposé en 2024 deux nouvelles journées thématiques, illustrant de manière concrète la question de l'implication des usager·ères dans le champ de l'éducation et au sein de tiers-lieux.

Face à la nécessité, rappelée par l'État, de recentrer l'action de la nouvelle contractualisation de la politique de la ville sur "les enjeux locaux les plus prégnants identifiés en lien avec les habitants", l'enjeu de ces deux rencontres a été d'accompagner les professionnel·les dans leurs réflexions et de redonner du sens à cette participation, au travers d'apports de chercheur·euses et de partages d'initiatives inspirantes.

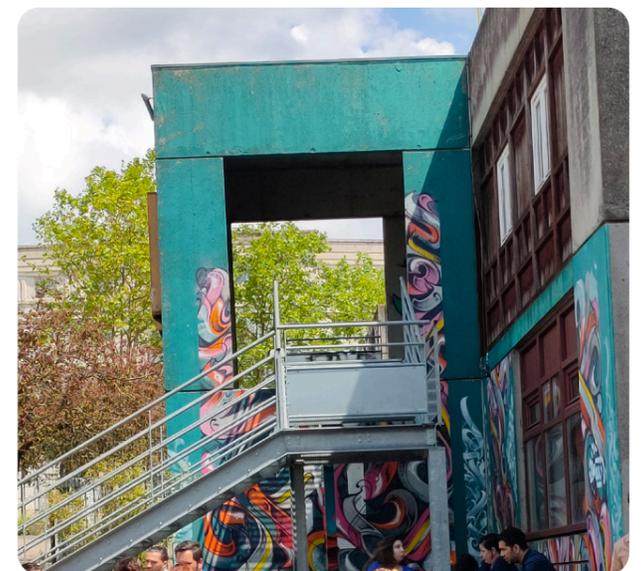
#### [Rencontre] : Rôle et place des figures parentales dans l'éducation des enfants

Cette rencontre, qui s'est tenue au sein du collège Marguerite Duras, chef de file de la Cité éducative de Colombes, a permis de s'interroger sur le rôle et la place des figures parentales dans l'éducation des enfants. Grâce à l'intervention du sociologue, chercheur et professeur en sciences de l'éducation **Pierre Périer**, le concept de coéducation a été présenté à travers une approche historique et sociologique des relations entre famille et école dans les quartiers populaires. Des temps en ateliers collectifs, en partant de démarches étrangères, un retour d'expérience de l'**université populaire des parents** et des initiatives locales, ont également permis de prendre du recul sur les manières de "faire participer" les parents des quartiers populaires dans le champ de l'éducation.

#### [Rencontre] : Quelles expérimentations à partir du (tiers)-lieu en quartier populaire ?

Au sein du tiers-lieu agricole "La Lanterne" de Cergy, le Pôle ressources a proposé une journée afin de mieux appréhender le concept des tiers-lieux, tout en interrogeant leurs spécificités et leurs apports en termes de développement social et territorial. Les réflexions des chercheur·euses **Antoine Burret** (auteur de "Nos tiers-lieux : défendre des lieux de sociabilité du quotidien") et de **Ludivine Mascali** (doctorante en thèse CIFRE au sein du tiers-lieu La Lanterne) ont été l'opportunité de (re)penser ces lieux, de s'interroger sur les modes d'appropriation de ces derniers par les habitant·es des quartiers populaires ainsi que sur leur potentiel d'expression démocratique.

Des partages d'expériences de tiers-lieux inspirants en quartier populaire (**La Lanterne à Cergy, l'Eternel Solidaire à Paris 20ème, Les Poussières à Aubervilliers, et La Conciergerie Participative à Asnières-sur-Seine**) ont permis par ailleurs l'identification des facteurs et conditions permettant l'ancrage local de ces structures (notamment en lien avec l'ensemble des dispositifs de la politique de la ville) ainsi que leur appropriation par les acteur·rices locaux·ales et les habitant·es.



**Les actes de la seconde rencontre du cycle de réflexion "Quartiers populaires et participation des habitant·es"**, organisée par le Pôle ressources, en partenariat avec Infusion collective, sont parus en 2024. (Voir page 16).

## ➤ RECUEIL DE LA PAROLE DES HABITANT·ES POUR LA PRODUCTION D'UN RAPPORT BIENNAL

Depuis 2011, une démarche de recueil de la parole d'habitant·es de quartiers populaires, conduite dans toute la France, est coportée par la Fédération des Centres Sociaux et Socioculturels de France et le Réseau National des Centres de Ressources Politique de la Ville. Celle-ci conduit à la production d'un rapport, édité tous les deux ans, rédigé à partir de rencontres et d'échanges organisés dans les territoires avec les habitant·es, qui racontent la vie dans leur quartier.

Après un 6<sup>ème</sup> rapport biennal, "ENGAGE.ES. On ne veut plus rêver. On veut vraiment des solutions", paru en septembre 2023, qui a mobilisé 230 habitant·es dans toute la France, la démarche pour la production d'un 7<sup>ème</sup> rapport a débuté.

Dans le **Val d'Oise**, la ville de **Villiers-le-Bel** s'est portée candidate. Une candidature originale avec, pour la première fois, la participation en même temps de l'ensemble des centres sociaux d'un territoire (Boris Vian, Salvador Allende et Camille Claudel). De premières rencontres avec des habitant·es du territoire, appuyées par la fédération des centres sociaux du Val d'Oise et le Pôle ressources, se sont déroulées en octobre 2024, réunissant une cinquantaine de personnes.

Elles ont été l'occasion d'échanger autour de la vie dans les quartiers populaires, de leurs représentations au sein des médias ou dans des films. L'objectif consistait à se questionner sur leur véracité, notamment en ce qui concerne le thème de l'insécurité, qui se dessine pour cette édition au niveau national comme prégnant pour les habitant·es.

De seconds et troisièmes rendez-vous de cette démarche vont se dérouler entre janvier et février 2025.



## ➤ COOPÉRATIVE D'ACTEUR·RICES NUTRITION DE L'EST DU VAL D'OISE

**L'année 2024 a été marquée par la mise en œuvre du projet de coconstruction, en lien avec l'activité physique ainsi que par la prise en main de la coordination globale de la coopérative par le Pôle ressources, jusqu'à présent pilotée par la délégation départementale du Val d'Oise de l'ARS Île-de-France.**

### Poursuite du projet de coconstruction avec l'ensemble des membres de la CA nutrition

L'année 2024 a vu la finalisation du projet sur l'activité physique, coconstruit avec un **groupe d'une cinquantaine d'habitant·es, l'ensemble des services santé des 5 villes, les services des sports, des structures de proximité, ainsi que la délégation départementale du Val d'Oise et de l'ARS Île-de-France**. Des premiers ateliers de coconstruction à l'échelle de chaque ville, et avec l'ensemble des villes ont permis de définir les grandes lignes et les souhaits des habitant·es et professionnel·les concernant le projet. Les activités physiques communales et intercommunales se sont déroulées entre fin 2023 et début 2024 : des séances de marche, d'initiations vélo, boxe/self-défense et tennis à Sarcelles, de zumba à Goussainville, de tir à l'arc, yoga et walk at home à Gonesse et de bungy pump et d'une randonnée à Garges-lès-Gonesse. Ces séances d'activités physiques ont été complétées par des ateliers théoriques sur la nutrition, le sport et le sommeil, ainsi que les bénéfices d'une alimentation saine et d'une activité physique pour la santé. Animées par le **Comité Départemental Olympique et Sportif (CDOS) du Val d'Oise**, les interventions ont été adaptées aux besoins des participant·es.

En parallèle, le Pôle ressources a organisé 2 ateliers de coconstruction intercommunaux, à la suite de ceux déjà tenus en 2023, dans le but de finaliser la préparation des Olympiades intercommunales. Les habitant·es ont pu,

avec des méthodes d'intelligence collective, participer à la construction du programme des Olympiades, qui se sont déroulées le 24 avril, dans le centre sportif Nelson Mandela de Sarcelles. Le matin, des équipes composées de parents et d'enfants de chacune des villes se sont affrontées autour d'épreuves sportives et ludiques. Après un déjeuner convivial, les participant·es ont pu s'initier à différentes activités physiques (danse, hula hoop, chess boxing, tirs de basket, handi-sport...) et visiter des stands d'information autour de la prévention santé (CDOS 95, informations autour du temps d'écran, création de bars énergétiques...). Un temps fort qui a suscité beaucoup d'enthousiasme et de moments de partages en famille.

Un travail a été mené par le Pôle ressources autour de la valorisation des actions. Les pages Facebook et Instagram ont à nouveau été investies pour rendre compte de l'avancement du projet et pour donner à voir les différentes activités mises en place dans le cadre de la coconstruction. De plus, au cours des Olympiades, un affichage photo, une vidéo et des enregistrements sonores ont été réalisés, présentant la démarche de coconstruction et les activités physiques, et permettant de rendre compte de l'ambiance de la journée.

Un brunch intercommunal, organisé en fin d'année, a été l'occasion de revenir sur les actions menées, de diffuser le podcast et la vidéo des Olympiades, de proposer un atelier de danse ainsi que de vivre un moment convivial, à travers notamment le partage d'un repas équilibré. L'équipe de **Making Waves**, - association portant un Atelier Chantier d'Insertion (ACI) autour de la production de contenu (podcast, audio, vidéo), - était présente, afin de réaliser le deuxième épisode sonore, à la suite de celui des Olympiades.

Cette matinée conviviale a marqué la clôture de la deuxième édition du projet de coconstruction de la coopérative d'acteur·rices nutrition, qui sera suivie en 2025 par une troisième édition, consacrée cette fois à l'alimentation saine à petit budget.

**363**  
participations  
en cumulé

**250**  
participations en  
cumulé lors des  
Olympiades inter-  
communales (adultes  
et enfants)

ÉCOUTER ET ACCOMPAGNER LA PAROLE HABITANTE

### Prise en main de la coordination globale de la coopérative acteur·rices nutrition

Par ailleurs, le Pôle ressources, en étroite collaboration avec la délégation départementale du Val d'Oise de l'ARS Île-de-France, a pu progressivement prendre en main la coordination globale de la coopérative d'acteur·rices nutrition, autour de 3 objectifs : amorcer une réflexion sur le mode de gouvernance de la CA nutrition et de la coopération interacteur·rices, les accompagner dans la programmation et le suivi des actions ainsi que communiquer et valoriser la démarche.

L'année 2024 a été une période de transition, permettant au Pôle ressources de prendre connaissance de l'ensemble des dossiers relatifs à la coordination globale de la CA nutrition, de créer une base commune pour faciliter le partage de contacts d'intervenant·es et d'expert·es sur la nutrition et des membres de la CA. Des partenariats se sont consolidés, notamment avec l'agglomération Roissy Pays de France et le Pôle Territorial Économique de Coopération (PTCE) Pays en France.

Un travail sur la gouvernance de la CA a également été amorcé avec **l'association Pas de côté en santé**, pour animer une journée de réflexion sur les coopérations en santé. Ce temps de séminaire, prévu en janvier 2025, auquel le Pôle ressources et la délégation départementale du Val d'Oise de l'ARS Île-de-France participeront, au même titre que

l'ensemble des autres membres de la coopérative, sera l'occasion de redéfinir les rôles et la place de chacun·e (notamment des habitant·es) au sein de celle-ci.

**La CA nutrition a été valorisée sur différents**

**temps** : lors de la journée régionale d'accueil des coordinateur·rices d'Île-de-France nouvellement arrivés·es ; de la rencontre nationale des Centres Ressources Politique de la Ville ; du lancement de la coopérative d'acteur·rices nutrition d'Argenteuil, permettant notamment de partager la méthodologie liée à la démarche de coconstruction.



### Perspectives 2025

- Poursuivre le cycle de rencontres "participation des habitant·es et quartiers populaires", à travers une rencontre sur la santé communautaire ;
- Développer la troisième édition du projet de coconstruction de la coopérative autour de l'accès à une alimentation saine à petit budget ;
- Poursuivre la coordination de la coopérative avec l'ambition d'y inclure davantage les habitant·es et d'autres partenaires locaux.



**Pôle ressources ville et développement social**

**CRPV ouest francilien**

39 rue des Bussys, 95600 Eaubonne

[www.lepoleressources.fr](http://www.lepoleressources.fr)